

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

**I F** Boite Postale 134, Paris-20<sup>e</sup>  
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES  
MARXISTE-LENINISTE  
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS  
ET INTELLECTUELS

1<sup>re</sup> ANNEE N° 29  
JEUDI 9 OCTOBRE 1969

**Base rouge  
de la révolution mondiale**

## La Chine de Mao Tsé-toung A 20 ANS!



Parmi l'assistance : HOUANG CHEN, Ambassadeur extraordinaire de la République Populaire de Chine en France, JAVIER MALO, Ambassadeur de la République Populaire d'Albanie, NGUYEN ZOUN, Représentant de la Délégation Générale de la République Démocratique du Vietnam en France, accompagnés de leurs délégations



A PARIS, ORGANISÉE PAR L'ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

**Vibrante soirée d'Amitié Franco-Chinoise**

VOIR PAGES 6 ET 7

## UNE SEMAINE DE LUTTES



## PROLONGEMENT DES LUTTES

- **RHODIACETA BELLE-ETOILE A SAINT-FONS** : depuis le début de septembre, des débrayages ont lieu pour les salaires, la réduction du temps de travail, l'amélioration des conditions de travail, la garantie de l'emploi.
- **ACIERIES D'USINOR A DUNKERQUE** : les ouvriers du laminage poursuivent l'occupation des lieux de travail.
- **FOSSE 4 A LENS** : contre l'allongement de la journée de travail dû à certains trajets, les mineurs poursuivent la grève depuis le 24 septembre. Les mineurs demandent que ce temps de transports soit intégré dans le temps de travail.
- **PAPETERIES BEGHIN A CORDEHEM (PAS-DE-CALAIS)** : les 2500 ouvriers poursuivent leur grève, commencée le mercredi 24 septembre, pour l'augmentation des salaires et leurs revendications particulières.
- **INSTITUT MEDICO-PEDAGOGIQUE LES TERRASSES A NICE** : les employés reprennent la grève du zèle.
- **MAIRIE DU 3<sup>e</sup> PARIS** : 150 parents accompagnés de leurs enfants se rassemblent à 14 heures pour protester contre le manque de place dans les écoles maternelles.

## DIMANCHE 28 SEPTEMBRE

- **PUYLAURENS (TARN)** : 1500 agriculteurs manifestent pour s'opposer à l'expulsion de deux fermiers.

## LUNDI 29 SEPTEMBRE

- **P. ET T., BUREAU DU CENTRE DE PARIS-8<sup>e</sup>** : grève des 400 préposés (facteurs) pour l'amélioration de leurs conditions de travail.
- **DOCKERS** : sur tous les ports, grève de 24 heures des dockers pour la réduction du temps de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, etc.
- **LABALETTE** : les 500 ouvriers des chantiers de Vincennes, Versailles, Argenteuil et Montrouge débrayent pour leurs revendications.
- **CITE UNIVERSITAIRE D'ANTONY** : suite au mot d'ordre de « lutte contre la hausse des loyers » lancé par l'U.N.E.F., les étudiants de la Cité universitaire d'Antony réunis en assemblée générale invitent les résidents à suspendre le paiement des loyers à partir du 1<sup>er</sup> octobre. En effet, l'augmentation de 20 % décidée par le Comité parisien des Œuvres universitaires a été prise en avril dernier. Pour un étudiant célibataire, son loyer passerait de 90 F à 105 F par mois.
- **C.E.S. LAQUIE, ANNEXE DU LYCEE D'ETAT GABRIEL-FAURE DE FOIX (ARIEGE)** : grève des enseignants, surveillants, personnel administratif, parents d'élèves pour protester contre les mauvaises conditions de travail et contre le manque d'effectifs enseignants, surveillants et personnel d'entretien.
- **ECOLES PRIMAIRES ET MATERNELLES DE MOURNEX (BASSES-PYRENEES)** : grève de 2500 élèves pour protester contre la suppression de trois postes d'instituteurs.
- **P. ET T. CENTRE DE TRI DE LA GARE DU NORD** : la brigade de nuit comprenant 1200 postiers se met en grève pour l'amélioration des conditions de travail, le droit d'avancement des agents d'exploitation, etc.

## MARDI 30 SEPTEMBRE

- **P. ET T. CENTRE DE TRI DE PARIS-AUSTERLITZ** : 1600 postiers se mettent en grève pour l'amélioration des conditions de travail.
- **DOCKERS** : poursuite de la lutte pour leurs revendications par de nouvelles formes d'actions, diminution des cadences.
- **USINE UGILOR DE CARLING-SAINT-AVOLD (MOSELLE)** : grève de 250 ouvriers pour la révision de la classification des postes de travail.
- **USINOR A LONGWY** : 180 ouvriers du service train de fil arrêtent le travail.
- **SAINT-NAZAIRE** : les métallurgistes manifestent pour protester contre le licenciement de 170 travailleurs employés dans des usines sous-traitantes des Chantiers Navals et de Sud-Aviation.
- **MOURENEX (BASSES-PYRENEES)** : prenant la suite de la grève des instituteurs de la veille, les parents d'élèves n'envoient pas leurs enfants en classe.
- **SECURITE SOCIALE A LIMOGES** : grève du personnel de la liquidation et contrôle des retraites pour leurs revendications.

MERCREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE

- **SUCRERIES SAY D'ARDRES (PAS-DE-CALAIS)** : grève de 250 ouvriers pour l'augmentation des salaires.
- **CHOCOLATERIE MENIER A NOISIEL (SEINE-ET-MARNE)** : grève de 200 ouvriers contre les cadences, ils réclament de nouvelles « études de postes » et le paiement d'une heure de réunion chaque mois.
- **SONOLOR A LA COURNEUVE** : débrayage pour l'augmentation des salaires et le 13<sup>e</sup> mois.
- **ENTREPRISES TEXTILES DE LA VALLEE DE LYS (REGION NORD)** : grève illimitée de 2500 travailleurs pour l'augmentation des salaires de 0,50 F de l'heure.
- **USINE SCHNEIDER A CHOLET** : les ouvriers de la Machine-Outil débrayent pour leurs revendications.
- **HOTELLERIE A PARIS** : manifestation de plusieurs centaines d'employés pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail.
- **LYCEE HONORE DE BALZAC A PARIS** : contre la liberté d'expression, le proviseur ferme le lycée. Des militants avaient décidé de faire mieux connaître la République populaire de Chine à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire.
- **CENTRE PROFESSIONNEL ET D'EDUCATION SURVEILLEE A JURVILLE-LES-MALGRANGE (BANLIEUE DE NANCY)** : réclamant une meilleure nourriture, des congés réguliers en fin de semaine et un salaire mensuel, des élèves barricadent les issues de l'établissement interdisant au directeur et au professeur de sortir.
- **LYCEE BERGSON A PARIS (19<sup>e</sup>)** : à la suite de la suspension d'un professeur de philosophie, vingt-et-un professeurs de philosophie s'élevèrent contre ce « dangereux précédent ». Ils estiment « illégal » de juger un professeur sur ses opinions politiques, « risible de mesurer sa valeur au pourcentage de reçus au baccalauréat... les accusations pédagogiques servent souvent à masquer une hostilité politique ». Le Syndicat National des Chercheurs Scientifiques (affilié à la F.E.N.) proteste dans un communiqué contre le recours à une procédure irrégulière et une volonté de répression politique. Rappelons que dans les deux classes où enseignait ce professeur, une grève unanime a eu lieu le 22 septembre, dans ces deux classes une pétition a recueilli 40 signatures pour exiger la réintégration du professeur.
- **FACULTE DE PARIS ET DE PROVINCE** : à l'appel de l'U.N.E.F., des manifestations ont eu lieu dans les facultés contre l'augmentation des droits d'inscriptions (majoration de 50 F). Les Facultés des Lettres et des Sciences de Dijon sont provisoirement fermées.
- **P. ET T., CENTRE DE TRI, PARIS (20<sup>e</sup>)** : 250 postiers en grève pour l'amélioration des conditions de travail.

## JEUDI 2 OCTOBRE

- **CASINO A SAINT-ETIENNE** : débrayage du personnel de la charcuterie pour les salaires et les conditions de travail.
- **P. ET T.** : journée nationale d'action. La grève des ambulants qui trient le courrier à bord des trains se poursuit.
- **COMPAGNIE DES ELECTRODES (GROUPE UGINE KUHLMANN) A VENISSIEUX** : débrayages pour les salaires et la réduction du temps de travail.
- **ETABLISSEMENTS MONTABERT A SAINT-PIERRE, PRES DE LYON** : les métallos débrayent pour les salaires, la garantie de l'emploi.
- **SECURITE SOCIALE A LYON** : grève de 24 heures des employés des services des liquidations et contrôle des retraites pour leurs revendications.
- **SECURITE SOCIALE : CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA REGION PARISIENNE** : grève illimitée des standardistes.
- **TRIBUNAL CORRECTIONNEL D'AIX-EN-PROVENCE** : 2 jeunes militants condamnés à 15 jours et 8 jours de prison. Leurs « crimes » : ils avaient manifesté leur soutien aux grévistes d'une usine de Marseille.

## VENDREDI 3 OCTOBRE

- **TRAMINOTS DU MANS** : grève des conducteurs d'autobus pour l'augmentation des salaires.
- **RENAULT AU MANS ET A FLINS** : débrayages pour les revendications.
- **NORD-AVIATION DE CHATILLON ET DES MUREAUX** : débrayages pour les revendications.
- **COOPERATIVES LAITIÈRES DU MANS ET DE LA FLECHE (SARTHE)** : 700 salariés débrayent plusieurs heures pour l'augmentation des salaires.
- **S.A.V.I.E.M. A LIMOGES** : débrayages pour les revendications.
- **FARGEAREL A BRIVE** : des métallos manifestent contre la fermeture prochaine de l'entreprise.
- **INDUSTRIES DES CUIRS ET PEAUX A SAINT-JUNIEN** : débrayages.
- **PONT-SAINT-ESPRIT (GARD)** : 900 commerçants et artisans décident de surseoir au paiement des impôts tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction sur leurs revendications.
- **AMPLEPUI (RHONE)** : 200 commerçants et artisans s'opposent à un contrôle fiscal chez un artisan.
- **UNIVERSITE DE VINCENNES** : occupation des locaux administratifs contre l'augmentation des droits d'inscriptions et contre le fait que toutes les « unités de valeur » obtenues l'an dernier ne seront pas automatiquement validées.

SOUSCRIPTION NATIONALE  
A L' "HUMANITÉ-ROUGE"

TOTAL PRECEDENT		50 661,61 F
A.	Marseille	8,00 F
Un vétéran	Paris	85,00 F
Lecteurs ouvriers	Reims	50,00 F
G. J. M.	Rouen	56,00 F
C.D.H.R.	Hyères	10,00 F
Des marxistes-léninistes	Roubaix	100,00 F
Lecteurs de H.R.	Romans	11,00 F
V. S. T.	Toulouse	200,00 F
G. J.	Bois-le-Roi	20,00 F
C.D.H.R.	Nantes	100,00 F
C.D.H.R.	Ris-Orangis	36,40 F
K. F.	Paris-14 <sup>e</sup>	40,00 F
M. J.	Rosny-sous-Bois	50,00 F
C.D.H.R.	Perpignan	20,00 F
E. D.	Clamart	100,00 F
C.D.H.R.	Toulouse	300,00 F
TOTAL		51 772,01 F

Régalez vos dettes, camarades, ou l'H. R. revient à 8 pages !

Camarades,

Nous vous avons déjà exposé la situation la semaine dernière en ce qui concerne les brochures éditées en supplément. Or nous n'avons reçu à ce jour (4 octobre) que 760 francs ! pour un engagement de dépenses de 17 200 francs.

Nous ne pouvons pas supporter une telle situation. L'atelier de composition exige que soit résorbé sans tarder la dette d'environ 10 000 francs qui le concerne, sous menace de cesser d'imprimer notre journal.

Camarades, réglez immédiatement tout ce que vous pouvez, en n'omettant pas, nous le répétons encore, de préciser la nature du mandat (distinguer : vente militante du n° untel, brochures, souscription, abonnements).

Ce n'est pas qu'une question d'organisation ou de discipline, c'est une question politique, c'est une question de vie pour VOTRE journal.

## Marseille : Que prépare-t-on à travers la campagne anti-drogue ?

Nous avons relevé récemment une canaillerie du quotidien révisionniste local « La Marseillaise » (voir notre n° 26), affirmant que les jeunes gens impliqués dans l'affaire de drogue de Bando étaient des « maoïstes », ils diffusaient « Rouge » ! « Le Méridional », journal de l'armateur milliardaire et mussolinien Fraissinet revient à la charge le 3 octobre, cette fois au sujet d'une affaire similaire, qui aurait été découverte à Nîmes. Ce journal ne craint pas d'écrire :

« ...Il y a dans tout cela l'aspect politique. ...On se trouve en présence des conceptions qui ont été encore plus fortes au lendemain des événements de mai 1968, et peut-être sont-elles comme une sorte d'écho à des déclarations de Mao Tsé-toung selon lesquelles la Chine voudrait intoxiquer la jeunesse de notre pays par sa drogue.

L'ancien conseiller national de Pétain, Fraissinet reprend ici les calomnies déli-

rantes de la clique dirigeante du P.-C. » F. contre la Chine populaire et son grand dirigeant le président Mao. Il est vrai qu'un tel unisson ne surprend plus personne. A quand l'unité d'action Fraissinet-Billoux ?

« Le Méridional », qui ne craint ni le ridicule ni l'odieux, décrit en ces termes l'une des personnes arrêtées à Nîmes :

Lui un peu hirsute, une barbe que l'on porte volontiers dans certains milieux.

La veille, dans ces mêmes colonnes du « Méridional », le nommé Jean Grandmougin (limogé de Radio-Luxembourg pendant la guerre d'Algérie, en raison de son excessive tendresse pour l'O.A.S.), avait publié un article non moins grotesque, où Bernadette Devlin, la jeune militante progressiste irlandaise était traitée tour à tour de « Fidel Castro en mini-jupe » et d'« adepte des thèses de Mao ».

Grandmougin, pratiquant l'amalgame et la calomnie, insultait tour à tour le prolétariat catholique de l'Ulster, les progressistes américains et les militants révolutionnaires français, avançant négligemment lui aussi les insinuations réviso-fascistes sur « la drogue arme de la subversion ».

Devant cette campagne, dont la presse marseillaise n'a pas le monopole, une question vient à l'esprit : Quelle provocation le pouvoir bourgeois et les dirigeants révisionnistes (agissant de concert ou séparément), préparent-ils contre les militants qui ne marchent pas à leur baguette ?

Quelle que soit cette provocation (et en supposant que le pouvoir et ses laquais osent aller jusque-là), elle sera déjouée par la vigilance révolutionnaire des travailleurs et des intellectuels progressistes, et sombrera dans le ridicule.

LE FIGARO  
MANGE LE MORCEAU

Dans « Le Figaro » du 2 octobre, Michel-P. Hamelet, plume bien connue pour ses attaches avec la police et pour son rôle provocateur à l'égard d'André Marty, a publié un « billet » intitulé « Coup de frein ».

Se félicitant de l'attitude « raisonnable » des syndicats (gaziers - électriciens - P.T.T. - Régie Renault), il écrit « Tout cela est de bon augure » et précise « Le coup de frein syndical dénote un sens réel des réalités ! ... Tu parles !

« Dis-moi qui te louange, je te dirais qui tu sers », voici un vieux dicton applicable aux directions syndicales dans le cas présent.

Pour ce qui concerne l'anticommunisme et la haine des travailleurs, il est habituellement difficile de faire mieux que « Le Figaro » et Michel-P. Hamelet !

Alors... jugez vous-même.

# ÉDITORIAL

La Chine populaire, la Chine nouvelle, la Chine socialiste a vingt ans !

Voilà vingt années que l'Armée Rouge des ouvriers et des paysans balayait irrésistiblement devant elle les déchets du vieux monde, les hordes de Tchang Kaï-chek, après avoir brisé la machine de guerre des fascistes japonais.

Le Parti communiste chinois dirigé par Mao Tsé-toung, l'Armée Rouge chinoise devenue l'Armée populaire de libération, son armée, ont conduit la révolution jusqu'à la victoire et, au-delà de l'étape de démocratie nouvelle, au socialisme. Une fois le pouvoir politique saisi au terme d'une lutte armée prolongée de 40 années, la réforme agraire qui, d'étape en étape, a abouti à la formation des communes populaires en 1958, et la socialisation de tous les secteurs de l'économie, achevée pour l'essentiel en 1956 ont donné à la Chine nouvelle son visage d'aujourd'hui : celui d'une société de dictature du prolétariat exercée par la classe ouvrière et fondée sur l'alliance des ouvriers et des paysans.

Vingt ans après la proclamation de la République populaire, l'économiste belge Paul Bairoch écrit dans « Diagnostic de l'évolution économique du Tiers-Monde, 1960-1968 », paru chez Gauthier-Villars, à Paris :

Le développement rapide des divers secteurs économiques de la Chine « a conduit à une croissance accélérée du revenu par habitant, lequel a dépassé depuis 1955 environ celui du reste de l'Asie, dont il était voisin ou même inférieur en 1950. Aujourd'hui, il lui est supérieur de 40 %. Cela en se basant toujours sur les estimations occidentales. En adoptant les chiffres officiels, les progrès sont évidemment plus rapides encore et les écarts plus accentués ».

Tous les observateurs objectifs sont obligés de conclure dans le même sens.

C'est en effet la vérité. Cette année, par exemple les récoltes ont été particulièrement abondantes dans toutes les provinces ; toute menace de disette se trouve donc écartée grâce aux stocks ainsi constitués, en cas de calamités naturelles dont les effets sont d'ailleurs de plus en plus réduits par les gigantesques travaux hydrauliques qui se multiplient à travers tout le pays. Des réalisations spectaculaires ont été enregistrées au cours de 1968 et 1969, tels le lancement de cargos de 10 000 et 15 000 tonnes, la construction du grand pont de Nankin sur le Yangtsé, l'inauguration imminente de la première ligne de métro à Pékin, etc.

La Chine offre au monde l'image d'un pays qui n'a plus désormais aucune dette intérieure ni extérieure. D'un pays où la monnaie est stable. D'un pays où les prix baissent : d'un pays où règne l'abondance alimentaire sur tous les marchés et dans les magasins des villages comme des villes, et où tous les produits disponibles sont à la portée de tous.

Pourquoi cette transformation fut-elle possible ? Comment ?

Grâce à l'application, de façon vivante et créatrice, de tous ces principes, de toutes ces méthodes désormais connus à travers le monde comme la pensée de Mao Tsé-toung et qui s'exercent dans le domaine militaire, économique, philosophique, et de la création intellectuelle ; grâce au rôle dirigeant du Parti communiste chinois dont toute la pratique s'en inspire ; grâce à la mobilisation des masses populaires, des ouvriers, des paysans, des intellectuels révolutionnaires, de la jeunesse, à l'appel incessant à ces masses, à l'écoute permanente de ces masses, de leurs besoins, de leurs aspirations, pratiquée par les dirigeants du Parti et de l'Etat socialiste ; grâce à la grande révolution culturelle prolétarienne qui a porté la révolution dans les superstructures, abattu le courant révisionniste dont le dessein était de faire faire marche arrière à la Chine, qui a assuré le pouvoir prolétarien, le pérennité du socialisme, affirmé la volonté du peuple chinois de mener la révolution jusqu'au bout ; grâce au IX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois qui a consacré la réorganisation, l'épuration, le rajeunissement de celui-ci.

Des dirigeants, un Parti, un peuple, tout un pays attaché à construire le socialisme, à le

consolider et à le préserver parce qu'il est la conquête décisive contre des fléaux millénaires, voilà la Chine d'aujourd'hui.

Et parce que la Chine est socialiste, elle fait l'objet de l'encercllement, des attaques, des manœuvres, des complots à la fois de l'impérialisme américain et du social-impérialisme russe.

La Chine, elle, ne souhaite pas la guerre. Dans les discours du 1<sup>er</sup> octobre, Lin Piao et Chou En-lai ont défini une fois de plus son attitude fondée sur la coexistence pacifique.

Mais quelle coexistence pacifique ? Pour les Chinois, la coexistence pacifique se définit par cinq principes qui ne sont rien d'autre que les principes mis au point par la conférence de Bandoung dont ils furent les initiateurs voilà quinze ans, principes sans cesse réaffirmés, qui ont présidé à la conclusion de tous les traités signés avec leurs voisins, et que Lin Piao reprenait une fois de plus en avril dernier dans son rapport au IX<sup>e</sup> Congrès. La politique étrangère de la Chine populaire n'a jamais varié, de même que n'a pas varié sa position à l'égard des armes nucléaires, répétée à chaque expérience, depuis la première et, renouvelée ces jours-ci encore : la Chine ne fabrique des bombes A et H que dans un but défensif et pour briser le monopole

nucléaire ; elle s'engage solennellement à ne jamais les utiliser la première. Quant à la guerre elle-même, Mao Tsé-toung a déclaré voilà déjà bien longtemps et de façon fort nette : « Nous sommes contre, mais si l'on nous attaque, nous contre-attaquerons. »

Evoquer l'éventualité d'une guerre et s'y préparer n'entre nullement en contradiction avec ce qui précède. La conjoncture créée autour de la Chine, particulièrement depuis les victoires que constituent la grande révolution culturelle prolétarienne et le IX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois justifie l'avertissement, l'appel du 22<sup>e</sup> mot d'ordre lancé pour le 20<sup>e</sup> anniversaire :

« Que les peuples du monde entier s'unissent pour combattre toute guerre d'agression déclenchée par l'impérialisme ou le social-impérialisme, et notamment la guerre d'agression qui recourrait à la bombe atomique comme arme. Si une telle guerre éclate, les peuples du monde devront écraser la guerre d'agression par la guerre révolutionnaire ; ils doivent y être préparés dès maintenant ».

C'est un appel qui sera entendu du peuple français comme de tous les autres peuples du monde.



**Abonnez-  
vous...**

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »  
30226.72 Centre La Source

abonnement ordinaire :  
20 F pour 6 mois  
40 F par an  
abonnement de soutien :  
40 pour 6 mois  
80 par an  
abonnement pour  
l'étranger (par avion) :  
120 F par an

**LYCÉE  
ROUGE 3**

LE NUMERO 3 DE  
« LYCEE ROUGE »  
EST PARU  
PASSEZ  
VOS COMMANDES  
DIRECTEMENT A  
« LYCEE ROUGE »  
B.P. 8 - MONTLOUIS -37

A) Ses tarifs sont les plus élevés de France.

Exemples : 1. de la gare Saint-Charles à la Joliette, moins de 1,500 km : 3 tickets à 0,60 F, soit 1,80 F.

2. de la Préfecture à la place Castellane, 800 m, 2 tickets, soit 1,20 F (etc.).

B) Une douzaine de lignes sont équipées d'un seul agent.

(17, 44, 46, 52, etc.), d'où surcroît de travail pour le personnel en cause, et service plus lent pour les usagers. Le système à un seul agent va cependant être étendu à d'autres lignes.

C) Certaines lignes ne sont pas desservies le dimanche.

(Comme la 52). Quant aux habitants des quartiers ainsi traités qui travaillent le dimanche, eh bien, qu'ils se débrouillent.

D) Les cartes hebdomadaires de travail sont soumises à des restrictions considérables.

1. Elles ne sont valables, à l'aller, que jusqu'à 8 h 30 du matin. Passé ce délai, le receveur poinçonne le coupon retour. Quant aux travailleurs qui font les 2 x 8 ou les 3 x 8, leur cas n'est pas prévu. Point, à la ligne.

2. Il n'existe plus que des cartes à 6 jours. La disparition des cartes à 5 jours a suivi de peu l'extension de la semaine de travail en 5 jours. Pour Defferre et sa mafia, il n'y a pas de petit bénéfice !

3. Elles ne sont vendues qu'en kiosque ou dans certains bureaux de tabac. Pas tous, et personne ne peut dire lesquels.

E) A bord des bus, on ne vend ni tickets ordinaires, ni cartes, mais seulement des tickets spéciaux, d'un tarif encore plus élevé.

F) Le réseau est conçu de telle manière que les parcours directs sont l'exception, et les changements, la règle.

Exemple : pour aller de La Pauline à Saint-Gabriel (8 km), il faut prendre le 17, changer, puis prendre le 46, changer encore, puis prendre le 89.

En règle générale, les bus desservant les quartiers Nord ne dépassent pas la Canebière, et ceux desservant les quartiers Sud, la préfecture.

Si cela ne fait pas l'affaire des usagers, cela convient parfaitement à l'entreprise de taxi dont M. Andrieux, adjoint au maire, est patron (socialiste quand même, qu'allez-vous imaginer ?).

G) Quant aux salaires et aux conditions de travail du personnel, ils sont tels que celui-ci vient de faire grève, une fois de plus.

Le personnel et les usagers de la R.A.T.V.M. sont tous les deux victimes de Defferre et de sa mafia « socialiste ».

C'est pourquoi ils doivent s'unir pour abattre leur commun exploitateur.

Marseille :

## CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LA R.A.T.V.M.

(REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS DE LA VILLE DE MARSEILLE)

A BAS LES CADENCES INFERNALES, LES LICENCIEMENTS ET LES HAUSSES DE TARIF !



## La lutte des petits commerçants

### et artisans de la Tour du Pin

L'action des petits commerçants et artisans vient de connaître un nouveau développement. Etablissons les faits : les petits commerçants et artisans sont de plus en plus exaspérés par les fins de non recevoir de leurs revendications.

— Ils réclament sans succès l'abrogation pure et simple de l'assurance obligatoire.

— Ils protestent contre leur transformation en percepteurs.

— Ils protestent contre la fiscalité qui les écrase, qui frappe la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs, et qui a pour but de remédier (?) à l'impasse financière de la grande bourgeoisie.

Les récentes déclarations gouvernementales sur le maintien de l'ordre sentent autant la provocation que la panique :

« Le gouvernement met en garde toutes les personnes qui seraient tentées de se livrer à ces manifestations ou de s'opposer à l'action des agents de l'Etat. Il est fermement décidé à faire respecter la loi et à réprimer ces agissements intolérables réprouvés par l'immense majorité des Français et susceptibles de compromettre le dialogue établi entre les Pouvoirs publics et les organisations professionnelles.

« Dans ces circonstances, M. Giscard d'Estaing réaffirme sa confiance dans l'action de ses fonctionnaires et leur donne l'assurance qu'il les soutiendra dans l'exercice de leur mission. »

La réaction des petits commerçants et artisans réunis à Montaliou, puis à La Tour du Pin le jeudi 25 septembre, on la connaît : 2 inspecteurs de police, le maire U.D.R. gardés pendant quelques heures. Un des dirigeants du C.I.D., Nicoud contraint à la clandestinité. Devant ces

faits la tactique de la réaction est complexe :

— Grosse mobilisation policière dans le but d'intimider : escadrons de gendarmerie, contrôle de police, perquisitions, 7 arrestations qui s'ajoutent aux 2 précédentes.

— Enorme mystification : presse et radio d'Etat prétendent assimiler l'action des commerçants exaspérés soit à du guignol, soit à du western, soit à une action « mussolinienne », selon les termes du crapuleux commentateur d'Europe N° 1.

— Des tentatives de désintégration sont par ailleurs développées : sainte alliance réactionnaire entre des dirigeants du C.A. M.I.C. : « l'immense majorité des commerçants, lit-on dans un communiqué, désapprouve ces procédés de gangstérisme », et le vieux cheval de retour Poujade, essaie de récupérer les timorés.

Que faut-il en penser ? Les M.L. n'ont pas deux vérités, une à l'usage intérieur et l'autre à l'usage extérieur.

La classe ouvrière et les petits artisans et commerçants se heurtent tous aux mêmes adversaires extérieurs et intérieurs. Ce n'est pas un hasard si les mêmes réactions sont notées dans le syndicalisme des petits commerçants et artisans que dans le syndicalisme ouvrier. Des deux côtés il y a révolte contre les organisations syndicales traditionnelles ligotées par les multiples accords et promesses. Qu'on se rappelle ! Les directions de ces organisations ont glissé au fil des années de la contestation au dialogue et du dialogue à la collaboration sans fard ou presque.

Il y a ressemblance entre la prise de conscience des petits commerçants et artisans contestant les directions faillies

du poujadisme et cherchant leur voie, et le rassemblement embryonnaire qui s'effectue parmi les travailleurs au sein des comités d'action. C'est le refus de l'ancien, le refus du démagogue, la recherche du vrai et de l'efficacité.

Il reste que les M.L. ne peuvent cacher certains aspects négatifs existant en puissance dans la flambée qui vient de se produire. Ils considèrent qu'il n'y a pas de salut pour la petite bourgeoisie hors son alliance avec la classe ouvrière, en premier lieu les travailleurs avancés et les comités d'action.

A quoi servira le courage et l'esprit de décision de Gérard Nicoud et de ses compagnons, s'ils restent isolés dans un corporatisme sans lendemain ; les boutiquiers seuls ne font pas les révolutions, mais ils ont maintenant leur place dans un large front uni antimonopoliste.

Les petits commerçants et artisans sont portés à faire des actions de plus en plus aventuristes, d'autant que le gouvernement ne manquera pas d'accroître ses provocations.

La solution pour eux reste de se rapprocher de plus en plus étroitement des combats que mène la classe ouvrière et de populariser leur lutte afin d'éviter l'isolement.

Ouvriers, petits commerçants et artisans, intellectuels et petits paysans, solidarité entre tous. Un même ennemi, un même combat, un même outil : les comités de type front uni qui ont vocation de rassembler dans la lutte toutes les victimes du régime, des trusts et des monopoles.

Ce combat doit être mené dans un large Front Uni, organisé autour de la classe ouvrière, sous sa direction.

Correspondant H.R.

## SUR LE FRONT OUVRIER

Camarades,

Au sujet de l'affaire Chalvet, le C.D.H.R. de Cannes-La Bocca a effectué la diffusion du tract ci-joint. Voici une explication plus détaillée des faits :

250 travailleurs au chômage, 750 souscripteurs bernés, tel est le résultat de la fuite au Maroc du spécialiste de la faillite, Chalvet. Il devait des sommes considérables, notamment aux services publics (Sécurité sociale, impôts, E.D.F.-G.D.F., compagnie des eaux, on parle de 800 millions AF au trésor public). Il faisait le chantage classique au chômage qui consiste à dire :

« Si je paie mes dettes, cela fera 250 chômeurs ». Si Chalvet a pu tenir ainsi, c'est grâce à un certain nombre d'appuis. Mais maintenant, la haute bourgeoisie cannoise lave son linge sale (Vouillon, maire-notaire ; Giscard d'Estaing, député ; Cornut-Gentille, ex-maire, ex-député...).

Les travailleurs n'étaient pas syndiqués pour la plupart. La C.F.D.T. s'est occupée de l'affaire. L'action menée pendant les trois premiers jours fut relativement juste, car elle partait du niveau politique, zéro pour les travailleurs ; mais à partir du 3<sup>e</sup> jour, le syndicat fut en arrière des masses.

Les délégués n'ont pas su élargir la lutte. Ils ont nié la solidarité de classe en effectuant des collectes auprès des commerçants de Cannes et de Vallauris, auprès des cadres et de l'aristocratie ouvrière de Sud Aviation, en refusant d'en faire auprès des travailleurs (usines et quartiers).

Les délégués C.F.D.T. se sont arrangés avec la mairie de Cannes pour qu'elle octroie un secours de 100 F à chaque travailleur, mais seuls ceux qui résidaient à Cannes en ont bénéficié.

Or la moitié des travailleurs, particulièrement les manœuvres immigrés, qui avaient le plus besoin de cette somme, loge dans les communes limitrophes.

Ils s'en sont vu privés ; bien que le sachant, les délégués syndicaux n'ont strictement rien fait pour modifier cette situation (si ce n'est un Pastis d'adieux !).

Le plus grave est qu'ils ont mobilisé quotidiennement les travailleurs pendant 12 jours en sachant très bien que la lutte ne pouvait aboutir à la reprise des chantiers. En fait cette forme d'action n'aura servi qu'à mettre en avant les problèmes des souscripteurs sans rien régler des problèmes des travailleurs.

A quelle solution concrète peuvent aboutir des demandes d'audience au maire et au député souvent « absents » ?

Quel a été le soutien apporté par le C.D.H.R. de Cannes-La Bocca ?

— Distribution de tracts (tract ci-joint), sur les chantiers de La Bocca et de ses environs, sur un groupe d'immeubles, et à la sortie de la SEB (500 ouvriers) suivie le lendemain d'une collecte dans un drapeau rouge.

— Explication politique des critiques formulées par les travailleurs eux-mêmes sur l'action des syndicats : C.F.D.T. qui a mené « l'action » (1) et C.G.T. qui s'est abstenue de soutenir si ce n'est par des communiqués dans « Nice-Matin », le journal réactionnaire-fasciste local.

— Lors de la manifestation qui servait de fait à enterrer la lutte, les travailleurs ont repris les mots d'ordre que nous avons avancé :

« Unité à la base et dans l'action ».  
« Le pouvoir aux travailleurs ».  
« A bas le capitalisme ».

démontrant ainsi que les syndicats étaient en retrait sur le niveau de conscience des travailleurs, et avaient bradé la lutte au moment où elle remettait en question le régime, le système capitaliste.

Salut rouge au journal qui s'est beaucoup amélioré ces derniers temps.

C.D.H.R., Cannes-La Bocca

## Soutenons les travailleurs de Chalvet

Depuis une semaine, les travailleurs de Chalvet sont sans travail : les scellés ont été posés sur les portes de l'entreprise après plaintes de créanciers.

Causes de cette fermeture : une gestion désastreuse laissée entièrement aux mains d'un seul homme, disposant de prête-noms, le patron. Les travailleurs, n'ayant aucun droit de contrôle sur la tenue des livres, ne peuvent en aucun cas prévenir une banqueroute. Toute entreprise d'une quelconque branche d'industrie peut de la même manière être déclarée en faillite très rapidement.

De qui sont réellement victimes les travailleurs de Chalvet ? Ils sont victimes du régime capitaliste. Ce régime se caractérise par : liberté pour les patrons, propriétaires des moyens de production ; exploitation et insécurité perpétuelle pour les ouvriers.

Exploitation et insécurité perpétuelle des ouvriers : en cas de banqueroute de l'entreprise, comme c'est le cas aujourd'hui, le patron, lui, a toujours la possibilité de se « refaire » ailleurs avec l'argent, gagné sur le dos des travailleurs, qu'il a pu mettre « en sécurité ». Les ouvriers, eux, sont voués au chômage, au reclassement ou au « recyclage ».

Le gouvernement n'a-t-il pas son mot à dire ? Bien sûr, mais comme il n'est en réalité « qu'un comité qui gère les affaires communes de la bourgeoisie tout entière » (le manifeste communiste, de Marx et Engels), il ne prendra certainement pas des mesures qui peuvent mettre en danger les pouvoirs des patrons et leur sécurité (soulignons les visites inutiles aux notables « absents » de la ville, maire, député, président de la fédération du bâtiment de Cannes).

Rappelons que les licenciements, le chômage, sont choses « normales » en régime capitaliste. Le développement technique de la production provoque la suppression de certains postes de travail, donc crée du chômage. Les concentrations, les fusions entre grosses industries, provoquent des crises ou même la disparition d'entreprises moins solides financièrement que les trusts, donc licenciements et chômage.

Rappelons en outre que « l'armée industrielle de réserve » (Marx), l'armée des chômeurs, sert aux capitalistes à maintenir un niveau de salaire aussi bas que possible, en faisant régner la concurrence entre les ouvriers, concurrence qui les divise et les affaiblit.

Les travailleurs peuvent-ils espérer par des réformes éliminer ces effets propres au régime capitaliste qui mettent sans cesse en danger leur sécurité matérielle ? Non, « ... les ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise comme une autre et sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché. » (le Manifeste communiste). Le seul moyen qui peut permettre aux prolétaires de se libérer de la domination violente des capitalistes est la lutte révolutionnaire, classe contre classe.

Cette lutte politique nécessite l'union de tous les ouvriers. Son but ultime : renverser la domination du capital et instaurer sur ses ruines le pouvoir des travailleurs manuels et intellectuels, unis aux paysans pauvres. Ce pouvoir, basé sur la propriété collective des moyens de production, organisera l'économie en fonction des intérêts de tous les travailleurs.

Certes, la lutte en vue de ce but ultime, l'instauration d'un pouvoir prolétarien, ne doit pas faire négliger, bien au contraire, la lutte économique quotidienne des ouvriers contre tous les empiètements du capital sur leurs conditions de travail : contre l'augmentation de la durée du travail, contre la diminution des salaires, contre les cadences, etc. Cette lutte incessante contre les patrons, au sein d'organisations réellement ouvrières, permettra aux travailleurs d'élever leur niveau de conscience politique. Cette même lutte permettra aussi de consolider le parti révolutionnaire nécessaire au renversement définitif de la domination capitaliste, renversement sans lequel toute réforme n'est et ne sera toujours que temporaire et insuffisante.

Contre la propriété privée des moyens de production : machines, outils, matières premières, moyens de subsistance !

Contre le réformisme qui sape la lutte révolutionnaire du prolétariat !

Pour la révolution socialiste, pour le passage des moyens de production aux mains des ouvriers réunis !

Unité à la base et dans l'action ! Soutenons la lutte des travailleurs de Chalvet !

Créons nos comités de base, par entreprise, par atelier, par quartier.

Comité de diffusion de « L'Humanité-Rouge » de Cannes-La Bocca et de Vallauris.

Lundi 29-9-69. — La section locale C.G.T. de Nice R.P. (service général) faisait une réunion d'information pour préparer la grève, catégorielle, de 24 heures, du 2 octobre 69.

Nous avons déjà distribué le tract ci-joint, qui est l'œuvre de 13 agents (titulaires et auxiliaires) qui a depuis été approuvé par une centaine d'entre nous.

Lors de cette mini-réunion nous avons mis en minorité les 3 représentants C.G.T. car tous ceux qui étaient là nous soutenaient.

Dans notre tract nous demandons que les facteurs se joignent au mouvement avec leurs revendications pour rendre la grève plus efficace.

Nos trois C.G.T. ont affirmé que le ministre voulait qu'il n'y ait plus de différence de salaire entre facteurs et agents d'exploitation.

Ils m'ont demandé si cela me ferait plaisir que les facteurs soient payés autant que moi.

Demol, délégué C.G.T., célèbre pour sa trahison en mai 68, est allé jusqu'à parler de respect de la hiérarchie :

« nous sommes supérieurs aux facteurs... » etc.

Notre réponse a été unanime et les a scandalisés : Cela ne nous fait rien si les facteurs obtiennent une augmentation et une amélioration des conditions de travail. Nous serons les premiers à les féliciter et à suivre leur exemple.

De même que si les auxiliaires obtenaient la titularisation sur place, après rappel dans leur région d'origine de ceux actuellement en stage, cela ne nous gênerait pas. Au contraire cela nous rendrait plus forts contre les P.T.T.

Mais pour obtenir quelque chose de durable il faut être tous unis sans barrières catégorielles.

Le raisonnement de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O., repris par l'administration, signifie que nos grands-pères devraient nous interdire de ne faire que 40 heures sous prétexte qu'ils en faisaient 72 en 1914.

Mais nous avons réussi à isoler complètement les 3 C.G.T. au cours de cette réunion.

## NICE : LA PERLE DU DÉLÉGUÉ

### UNITÉ A LA BASE ET DANS L'ACTION

Nous soutiendrons et nous participerons de toutes nos forces à la grève du 2 octobre.

Pourtant, cette grève ne doit, en principe, durer que 24 heures et être réservée aux agents du service général.

Nous savons que c'est le type même de grève inefficace.

C'est pourquoi nous appelons nos camarades facteurs à se joindre à nous avec leurs revendications qui ne semblent pas manquer.

Le courrier en retard, c'est nous qui le trierons et le distribuerons les jours suivants.

L'administration ne perd rien, au contraire, elle économise les journées de salaire.

Nous, nous ne gagnons rien à faire cette grève qui ne gêne pas les P.T.T., mais nous perdons la journée.

C'est pour cela que nous sommes contre les grèves-bidons de 24 heures.

En mai 1968, l'administration a tremblé parce que la grève était dure, qu'elle était partie de la base, qu'elle était illimitée, que nous occupions les locaux. Mais les syndicats nous ont fait reprendre malgré notre vote. Nous avons été TRAHIS, d'où l'échec de mai.

Les auxiliaires, en particulier, sont les plus touchés par la dévaluation. La journée de grève leur coûte cher. Mais si nous faisons grève c'est pour être tous ensemble, pour pouvoir expliquer à nos camarades pourquoi cette grève est inefficace. Nous voulons être et nous sommes de toutes les actions avec la base.

Seule la grève prolongée avec un but précis, qui coûte cher aux P.T.T. peut être victorieuse. Nous ferons notre possible pour transformer la grève du 2 en grève dure, prolongée.

En nous opposant à certains gauchistes qui refusent de faire la grève sous prétexte de son inefficacité nous avons réussi à nous démarquer.

a) Des jaunes traditionnels de Nice R.P. (F.O. et les cadres).

b) Des gauchistes putchistes qui refusent la grève inefficace mais ne font rien pour s'expliquer et n'ont rien d'autre à proposer.

c) Des syndicats intégrés C.G.T.-C.F.D.T. qui auraient préféré que nous prenions l'attitude gauchiste du refus de la grève, pour mieux nous dénoncer comme agents de l'administration et comme diviseurs.

Maintenant c'est eux qui apparaissent comme les diviseurs.

Nous nous sommes liés plus étroitement avec les plus défavorisés, les auxiliaires, que les syndicats méprisent et que les P.T.T. surexploitent.

Nous continuerons au maximum l'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION.

EN AVANT pour la création d'un COMITE DE BASE A NICE- R.P.

Un agent d'exploitation.

## Lannion : Soutenons les travailleurs immigrés contre la misère

L'entreprise L.R.C., 4, rue Bernard-Palissy, (Puteaux), emploie des ouvriers étrangers sur un chantier de Lannion (construction d'une école professionnelle des P. et T.

Il y a 15 Tunisiens, 8 Turcs, 2 Algériens, 5 Portugais, 1 Marocain, 1 Polonais. Soit 32 au total. Beaucoup ne parlent pas le français. Ils ne peuvent lire leur contrat et sont exposés à toutes sortes d'abus de la part des patrons et autres requins.

Le contrat est de 3 mois avec renouvellement automatique. Le voyage a été payé pour venir en France. Mais si certains veulent retourner dans leur pays, pas question que leur voyage de retour soit payé. Ce serait pour ces travailleurs une grande déception.

Le salaire : 420 F de l'heure. Pas de frais de déplacement alors qu'ils sont embauchés sur le « chantier principal de l'Aisne ». Pas de panier alors que les ouvriers d'une autre entreprise travaillant à côté d'eux l'ont.

Le contrat dit que le logement est gratuit, mais quel logement !

4 baraques de 2 m sur 6 m. 8 par baraque avec lits superposés. Ces baraques sont vieilles, en fibro, avec un toit percé. Les travailleurs ont été obligés de poser des tôles ou des sacs de nylon maintenus par des bastinges pour tenter de se défendre (imparfaitement) contre la pluie. Des baraques sont haubannées car elles menacent de s'envoler. Les coups de vent sont fréquents et violents dans la région. Autour des baraques, de la boue. Pas de gravillon devant les portes. Le chauffage n'est pas prévu. Pas de lavabo, ni bien sûr de douches. Un seul point d'eau, un tuyau terminé par un robinet à même le sol. Pas de W.C., seulement un trou avec des planches autour.

Le chantier n'a pas de cantine. Les ouvriers sont obligés de faire eux-mêmes leur popote tous les jours. Et ils n'ont pour cela que 2 réchauds à gaz à 2 feux. S'ils ont des courses à faire, ils sont éloignés de 3 km de Lannion.

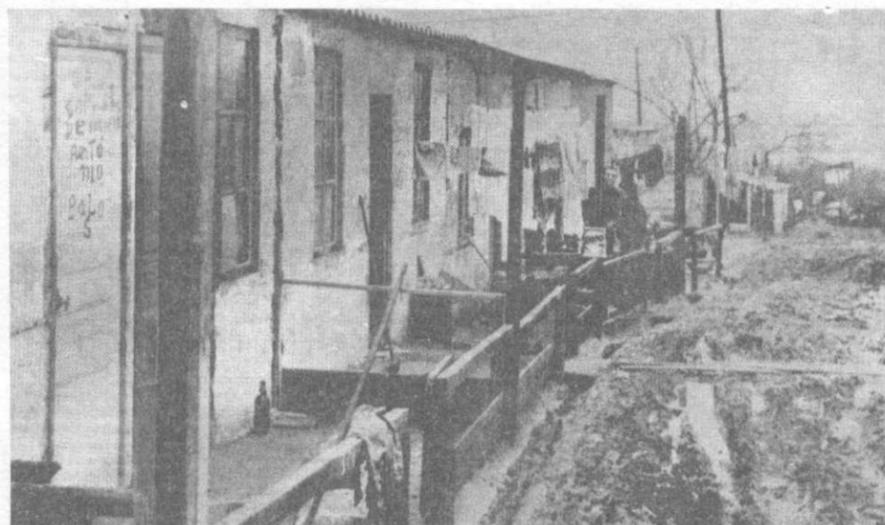
La lessive, ils doivent aussi la faire. Donc, en dehors des heures de travail, pas de temps libre, aucun moment de détente.

L'électricité est fournie par un groupe électrogène installé tout près des baraques. Le groupe est coupé à 22 heures. D'ailleurs le bruit qu'il fait empêcherait le sommeil. Les ouvriers du chantier voisin ont, eux, l'électricité prise sur un poteau de l'E.D.F.

La nuit, s'il y a un malade il faut aller réveiller le chef de chantier, qui

nalistes d'Ouest-France et du Télégramme ont refusé de publier le tract commun C.G.T., C.F.D.T. Ils ont fait leur « enquête » dans le bureau du chef de chantier. Leurs articles ne disent absolument rien de la situation.

La condition faite à ces travailleurs est très dure. Loin de leur pays, isolés par les patrons des travailleurs français (il n'y a qu'à voir la hargne du chef de chantier lorsqu'on va les voir), connaissant mal leurs droits et en butte au racisme et à des pressions



Les travailleurs immigrés parqués dans les foyers-taudis.

lui dispose d'un téléphone. L'Inspecteur du Travail, alerté par les U.L. C.G.T. et C.F.D.T., s'est déplacé. Mais il s'est contenté d'une visite assez sommaire. En effet, il n'a pas vu les travailleurs et a fait la tournée en compagnie du chef de chantier. Sa visite a eu cependant un résultat : 2 réchauds supplémentaires et des couvertures sont arrivées. Les 2 jour-

et chantages plus durs que des ouvriers français, ils subissent un exploitation encore plus féroce.

La bourgeoisie cherche à voler sur leur dos des profits remis en cause par les luttes de la classe ouvrière française, et par les luttes pour leur indépendance des peuples anciennement colonisés.

Travailleurs français et immigrés, tous unis dans le même combat, nous abattons ensemble le capitalisme exploiteur ! Correspondant H.R.

# La Chine Populaire a vingt ans !

## Discours du Vice-Président Lin Piao au rassemblement en l'honneur du vingtième anniversaire de la République Populaire de Chine

Pékin, 1<sup>er</sup> octobre (hsinhua) — Voici le texte intégral prononcé aujourd'hui par le vice-président Lin Piao, proche compagnon d'armes de notre grand guide le Président Mao, au rassemblement en l'honneur du 20<sup>e</sup> anniversaire de la République Populaire de Chine :

Discours du vice-président Lin Piao au rassemblement en l'honneur du 20<sup>e</sup> anniversaire de la République Populaire de Chine.

Camarades et amis,

C'est aujourd'hui le 20<sup>e</sup> anniversaire de la grande République Populaire de Chine. Au moment où notre peuple tout entier célèbre dans l'allégresse cette brillante fête, je tiens, au nom de notre grand guide, le Président Mao, du Comité Central du Parti Communiste Chinois et du gouvernement de la République Populaire de Chine, à saluer la classe ouvrière, les paysans pauvres et moyens pauvres, la garde rouge et les cadres et intellectuels révolutionnaires de toutes les nationalités du pays, à saluer l'héroïque Armée Populaire de Libération de Chine, à saluer tous y compris les chinois d'outre-mer, qui aiment notre patrie socialiste, et à exprimer mes chaleureux souhaits de bienvenue et mon salut aux camarades et amis venus de différents pays du monde.

A la veille de la fondation de la République Populaire de Chine, notre grand guide, le Président Mao, a solennellement déclaré au monde entier : Les chinois, le quart de l'humanité, sont désormais debout. Dès sa naissance, la grande Chine nouvelle, socialiste, semblable au soleil qui se lève à l'Orient, illumine de tout son éclat les vastes terres. L'histoire de notre pays est entrée dès lors dans une époque toute nouvelle.

Au cours de ces 20 années, le peuple chinois tout entier, sous la direction clairvoyante de son grand guide, le Président Mao, et à la lumière de la ligne révolutionnaire prolétarienne du Président Mao, a maintenu l'indépendance et l'autonomie, compté sur ses propres forces, œuvré avec dynamisme et lutté âprement pour la prospérité du pays, transformant ainsi l'ancienne Chine, arriérée, semi-féodale et semi-coloniale, en une Chine nouvelle, socialiste et avancée. D'extraordinaires changements sont intervenus dans notre patrie.

Durant ces 20 années de lutte, nous avons consolidé le pouvoir prolétarien, déjoué victorieusement les complots de subversion et les activités de sabotage des ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur, et remporté de grands succès dans la révolution et l'édification socialistes. Parallèlement à la révolution socialiste qui se déroulait sur le front économique, nous avons encore mené une révolution socialiste sur les fronts politique, idéologique et culturel. La Grande Révolution Culturelle Proletarienne, déclenchée et dirigée par le Président Mao en personne, a détruit radicalement le quartier général bourgeois ayant à sa tête Liou Chao-chi, ce renégat, agent de l'ennemi et traître à la classe ouvrière, elle a fait échouer son complot de restauration du capitalisme. La grande pensée-maotsetoung, qui n'a jamais été aussi largement propagée, et assimilée par des centaines de millions d'hommes : elle est en train de changer considérablement la mentalité des gens et donne une impulsion au développement continu de la cause socialiste en Chine. Notre patrie socialiste est en plein essor, sa prospérité s'affirme chaque jour davantage. Le peuple de nos différentes nationalités est plus uni que jamais. La dictature du prolétariat s'est encore consolidée. La grande Chine socialiste, tel un géant, se dresse majestueusement à l'Orient. Elle constitue une puissante force politique dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Toutes nos victoires sont autant de victoires de la pensée-Mao Tsé-toung, autant de victoires de la ligne révolutionnaire prolétarienne du Président Mao. La pratique de la révolution socialiste en Chine montre qu'en avançant la théorie, la ligne les principes et les mesures politiques relatifs à la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, notre grand guide le Président Mao a apporté une nouvelle contribution d'importance capitale à la théorie et à la pratique du marxisme-léninisme : Il a frayé une voie brillante qui consiste à consolider la dictature du prolétariat, à prévenir la restauration du capitalisme et à mener jusqu'au bout la révolution socialiste, après la prise du pouvoir par le prolétariat. De sa lutte prolongée, le peuple de tout le pays a dégagé cette vérité : suivre de près notre grand guide, le Président Mao, signifie la victoire.

Au 9<sup>e</sup> congrès du Parti dont la portée historique est profonde et durable, le Président Mao a lancé un grand appel : « Unissons-nous pour remporter des victoires encore plus grandes ! »

Ce qui a puissamment encouragé tout notre peuple dans sa volonté de combat.

A l'heure actuelle, nous devons continuer à porter haut levé le drapeau de l'unité et de la victoire du 9<sup>e</sup> Congrès du Parti, concrétiser dans tous les domaines les tâches de combat formulées par ce congrès et

matérialiser les différents principes politiques prolétariens énoncés par le Président Mao. Nous devons développer encore davantage, en ampleur et en profondeur, le mouvement de masse pour l'étude et l'application vivantes de la pensée-maotsetoung afin de réaliser encore mieux la révolutionnaire idéologique. Nous devons prendre très fermement en main la grande critique révolutionnaire, mener consciencieusement à bien la lutte-critique-réforme poursuivre jusqu'au bout la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, et consolider toujours davantage la dictature du prolétariat. Nous devons appliquer résolument le grand principe stratégique du Président Mao : « Nous préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple ». « Faire la révolution et promouvoir la production, améliorer notre travail, nous préparer activement en prévision d'une guerre ». Edifier le socialisme selon les principes : « Déployer tous nos efforts ; aller toujours de l'avant, quantité, rapidité, qualité et économie ; et donner un nouvel essor à la révolution et à la production.

Camarades,

Nous devons nous unir encore plus étroitement autour du Comité central du Parti ayant à sa tête le Président Mao, et renforcer la direction unique centralisée exercée par le Parti. Nous devons suivre les enseignements du Président Mao, rester modestes et prudents, nous garder de toute présomption et de toute précipitation, continuer de faire rayonner le dynamisme esprit révolutionnaire du prolétariat, maintenir toujours vivante la glorieuse tradition révolutionnaire de lutte ardue, faire pleinement s'épanouir l'esprit d'initiative et de création des larges masses populaires, faire de notre patrie socialiste un pays encore plus puissant et prospère, et doter notre défense nationale d'un potentiel encore plus puissant.

Au cours de ces 20 années, la situation internationale a connu de très profonds changements. Le mouvement révolutionnaire des peuples des différents pays a pris un essor sans précédent, alors que l'impérialisme américain et le social-impérialisme n'ont jamais été isolés. Des difficultés tant intérieures qu'extérieures les assaillent, pour se sortir de cette situation, ils collaborent tout en se disputant, se livrent à l'expansion des armements et aux préparatifs de guerre, cherchent de façon insensée à fonder une guerre d'agression contre la Chine, et pratiquent ostensiblement le chantage nucléaire à l'endroit de notre pays. Pour ce qui est des relations entre les Etats, nous nous en sommes toujours tenus aux cinq principes de la coexistence pacifique. Ainsi se définit notre position : si on ne nous attaque pas, nous n'attaquerons pas, mais si on nous attaque, nous contre-attaquerons. Le peuple du pays tout entier doit redoubler de vigilance, intensifier les préparatifs en prévision d'une guerre et être constamment prêt à anéantir tout ennemi qui oserait venir nous attaquer. Nous libérerons Taïwan. Nous lançons à l'impérialisme américain et au social-impérialisme cet avertissement : l'héroïque peuple et la vaillante Armée Populaire de Libération de Chine, nourris de la pensée-maotsetoung sont invincibles. Si vous imposez envers et contre tout la guerre au peuple chinois, nous vous tiendrons compagnie et résisterons fermement jusqu'au bout ! Vous trouverez partout votre tombe sur les vastes étendues de notre territoire.

Indéfectiblement fidèles à l'internationalisme prolétarien, nous soutenons fermement l'héroïque peuple albanais dans sa lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme. Nous soutenons fermement l'héroïque peuple vietnamien dans la poursuite de sa guerre de résistance jusqu'au bout contre l'agression américaine, pour le salut national nous soutenons fermement le peuple du Laos dans sa juste lutte contre l'impérialisme américain et la réaction thaïlandaise nous soutenons fermement le peuple palestinien et les autres peuples arabes dans leur juste lutte contre l'impérialisme américain et le sionisme, nous soutenons fermement la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés de cinq continents !

Que les peuples du monde entier s'unissent pour combattre toute guerre d'agression déclenchée par tout impérialisme ou le social-impérialisme, et notamment la guerre d'agression qui recourrait à la bombe atomique comme arme ! Si une telle guerre éclate, les peuples du monde devront écraser la guerre d'agression par la guerre révolutionnaire. Ils doivent y être préparés dès maintenant !

Vive la grande République Populaire de Chine !

Vive le grand, glorieux et juste Parti Communiste Chinois !

Vive le triomphe de la ligne révolutionnaire prolétarienne du Président Mao !

Vive le marxisme, le léninisme, la pensée-maotsetoung toujours victorieux !

Vive notre grand guide, le Président Mao ! Qu'il vive longtemps, très longtemps !



LE PRÉSIDENT MAO TSÉ-TOUNG, LES CAMARADES LIN PIAO ET CHOU EN LAI  
SALUENT DES COMBATTANTS RÉVOLUTIONNAIRES

## Provocations trotskistes Ripostes de masse

Les états-majors des différents groupes trotskistes ont des difficultés avec leurs militants de base. La décomposition du révisionnisme leur avait donné provisoirement des troupes : de jeunes militants à bon droit écœurés par le rôle de traîtres du P. « C. » F. et de l'U.E. « C. ». Peut-on attendre que ceux qui avaient sur rompu avec la ligne révisionniste se satisfèrent longtemps de la ligne opportuniste et petite-bourgeoise du trotskisme ? Ces militants se tournent avec de plus en plus d'intérêt vers le marxisme-léninisme, la pensée de Mao Tsé-toung, l'apport de la révolution chinoise, de la révolution culturelle. Les dirigeants de l'un de ces groupes, la Ligue « Communiste », que Krivine affilia à la IV<sup>e</sup> Internationale, n'ont rien trouvé de mieux pour essayer de garder leur emprise sur leur base, que de récupérer à leur profit, l'attrait qu'exerce la Révolution chinoise.

Ils ont organisé un meeting pour « célébrer le XX<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution chinoise » : ils ont oublié tout d'un coup les articles haineux et baveux qu'ils avaient publiés dans leur journal « Rouge », la caricature représentant le président Mao avec un corps de dragon (numéro du 4 mars 1969, pages 16-17), ce n'est pas gênant pour des gens qui n'ont d'autre principe que l'opportunisme et le reniement. C'était peut-être courir le risque de se couvrir de ridicule, de se démasquer un peu plus dans les fonctions classiques de contre-révolutionnaires : il faut croire que la clairvoyance n'est pas donnée à tout le monde et en tout pas à Weber et Ben Said, car c'est en fait ce qui se passa.

La récupération fut un échec. Nous réfuterons en un autre article, point par point, les élucubrations de ces « théoriciens » qui n'ont jamais connu la moindre victoire révolutionnaire... et pour cause. Disons seulement que les explications fantaisistes des orateurs n'étaient pas de nature à convaincre et n'ont pas convaincu le public étudiant de la salle. La provocation était aussi un échec. Les organisateurs avaient préparé leur réunion par une série de faux bruits. Le faux bruit, par exemple que nous avions reçu une invitation et que nous pourrions faire entendre notre point de vue, ce qui témoignait de l'esprit démocratique des dirigeants trotskistes. Nous n'avons jamais reçu une telle invitation, l'avons-nous reçue que nous n'avions pas à nous rendre à une manifestation organisée par des contre-révolutionnaires, notre conception de la démocratie n'est pas celle de la petite-bourgeoisie. Le prétendu représentant des « maolistes » (curieux « maliste » qui, comme par hasard, avait déjà apporté son soutien, lors des présidentielles à la candidature de Krivine), lorsqu'il est intervenu n'a apporté la preuve que de son immaturité politique. Autre faux bruit répandu quinze jours à l'avance : les militants de la Gauche Proletarienne viendraient attaquer le meeting. L'annonceur, c'était les déifier, c'était attirer du monde, avide du spectacle, mais c'était aussi

vouloir créer des incidents violents de nature à discréditer le mouvement étudiant un peu plus ; c'était aider le pouvoir à justifier devant l'opinion publique sa répression contre les marxistes-léninistes ; c'était permettre aux dirigeants révisionnistes, une fois de plus d'amalgamer « trotskistes et maolistes » et de les présenter comme des « groupuscules » étudiants ne cessant de s'entre-déchirer. Les camarades de la Gauche Proletarienne ont su parfaitement déjouer le piège qui leur était tendu.

Echec sur toute la ligne. Les trotskistes de Rouge ne se sont pas tenus pour battus et ont cru qu'il y avait encore quelque chose à tirer de la célébration du XX<sup>e</sup> anniversaire de la République Populaire de Chine. Les vrais amis de la Chine avaient organisé à leur tour un meeting pour le célébrer, le 3 octobre. Les trotskistes présents dans la salle voulurent siffler lors de la projection d'un film chinois : Staline apparaissait sur l'écran. La salle leur imposa silence en scandant le nom de Staline. A la sortie du meeting, des vendeurs de Rouge, protégés par de petits groupes de membres de la Ligue « Communiste », proposant leur journal en hurlant qu'on y trouverait « la vérité sur la Chine ». Provocation, mais maladroite de plus : on n'attaque pas dans un tel état d'infériorité numérique. La juste colère de la masse des participants au meeting organisé par les Amitiés franco-chinoises infligea aux provocateurs trotskistes une correction aussi sévère que méritée. C'est par l'argumentation et non par la violence que, quant à nous, nous nous efforcerons d'arracher aux griffes de la contre-révolution les jeunes militants égarés dans le marécage idéologique petit-bourgeois du trotskisme ; nous savons que c'est leur haine du révisionnisme qui les y a poussés, nous ferons tous nos efforts pour leur apporter patiemment toutes les explications, toutes les informations nécessaires. Mais lorsque les masses provoquées s'en prennent à des détachements où elles ont reconnu des dirigeants, nous ne pouvons que leur donner raison : c'est notre conception à nous de la démocratie, la démocratie prolétarienne, et non la démocratie formelle des petits-bourgeois trotskistes.

Aider les militants de base des mouvements trotskistes à aller jusqu'au bout de leur révolte contre le révisionnisme ; reconnaître dans le prestige toujours plus grand de la Révolution chinoise, de la pensée de Mao Tsé-toung qui a permis sa victoire historique des armes irremplaçables pour mener à bien cette tâche patiente : isoler les Krivine, Weber et autres Ben Said en gagnant peu à peu ceux qui les ont suivis un temps par la discussion et la persuasion, voici quelle doit être l'attitude juste des marxistes-léninistes vis-à-vis de la Ligue qui a l'audace de se baptiser « communiste ». Aujourd'hui comme hier, le trotskisme, courant contre-révolutionnaire et petit-bourgeois est voué à la poubelle de l'histoire. A nous de l'y précipiter un peu plus vite.

## Allocution du Premier Ministre Chou En-lai à la réception offerte en l'honneur du vingtième anniversaire de la République Populaire de Chine

Pékin, 30 septembre (Hsinhua). — Voici le texte intégral de l'allocution prononcée par le Premier Ministre Chou En-lai à la réception offerte en l'honneur du 20<sup>e</sup> anniversaire de la République populaire de Chine.

Camarades et amis,

Notre grande patrie socialiste — la République Populaire de Chine — avance triomphalement depuis 20 ans dans la voie du combat.

A l'occasion de cette brillante fête, au nom de notre grand guide, le président Mao, et de son proche compagnon d'armes, le vice-président Lin Piao, au nom du Comité Central du Parti Communiste Chinois et du gouvernement de la République Populaire de Chine, j'adresse mes félicitations les plus chaleureuses et mon salut révolutionnaire prolétarien aux représentants de la classe ouvrière, des paysans pauvres et moyens-pauvres, de la garde rouge, des cadres et intellectuels révolutionnaires, appartenant à toutes nos nationalités et venant des quatre coins du pays, ainsi qu'aux représentants de l'héroïque armée populaire de libération de Chine, j'exprime mes salutations cordiales aux larges masses des Chinois patriotes résidant à l'étranger et des concitoyens patriotes de Hong-kong et de Macao, aux compatriotes de Taïwan qui vivent sous l'oppression et l'exploitation des réactionnaires américano-tchiangkaïchistes, ainsi qu'à tous ceux qui aiment notre patrie socialiste.

Nous comptons aujourd'hui parmi nous, pour célébrer cette fête dans l'allégresse, des délégations de pays amis, des camarades de partis frères marxistes-léninistes, des amis d'organisations populaires de différents pays, des combattants et héros venus des premières lignes de la lutte contre l'impérialisme américain ainsi que des camarades et amis d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Océanie, d'Europe et d'Amérique du Nord. Nous tenons à leur souhaiter une chaleureuse bienvenue et à leur exprimer nos sincères remerciements.

Camarades et amis,

Il y a 20 ans, notre grand guide, le président Mao, a solennellement déclaré au monde entier : « Notre nation ne sera plus jamais une nation humiliée, nous sommes maintenant debout ».

Durant ces 20 années, sous la direction du président Mao et du Parti Communiste Chinois, notre peuple a mis en échec les activités de sabotage et de harcèlement des ennemis de classe tant de l'intérieur que de l'extérieur et, s'en tenant au principe : indépendance et autonomie, en comptant sur ses propres forces, en travaillant dur pour la prospérité du pays ainsi qu'en luttant avec endurance, il a remporté victoire sur victoire dans la révolution et l'édification socialiste. En particulier, grâce à la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, déclenchée et dirigée par notre grand guide le président Mao en personne, la poignée des responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste a été écrasée, des renégats et agents de l'ennemi ont été débusqués, la mentalité des larges masses populaires a connu une profonde transformation, et la dictature du prolétariat s'est encore davantage consolidée et renforcée. A l'heure qu'il est, notre peuple tout entier, répondant à l'appel du président Mao : « Unissons-nous pour remporter des victoires encore plus grandes », est en train d'accomplir, de façon conséquente, les tâches de combat avancées par le 9<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Chinois. Partout dans le pays règne une atmosphère de dynamisme et d'abondance. Un nouvel essor se dessine dans la production industrielle et agricole et dans le développement de la science et de la technique, de la culture et de l'art. Notre patrie, d'un pays semi-féodal et semi-colonial, pauvre, arriéré et malmené par autrui, est devenue un grand état socialiste, fermement attaché à l'indépendance et à l'autonomie, et qui connaît un début de prospérité.

Tous les succès que nous avons obtenus ces vingt dernières années sont autant de grandes victoires du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsetoung, autant de grandes victoires de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao. Le président Mao nous enseigne ceci : « Nous réalisons une œuvre des plus glorieuses et des plus grandioses, telle que nos prédécesseurs n'en ont jamais entreprise. Notre but doit être atteint. Notre but peut être atteint. » Unissons-nous encore plus étroitement autour du Comité Central du Parti ayant à sa tête le président Mao, et comme chef adjoint, le vice-président Lin Piao, portons haut levé le grand drapeau rouge du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsetoung, développons en profondeur le mouvement de masse pour l'étude et l'application vivantes de la pensée-maotsetoung, persévérons dans la lutte entre deux classes, deux lignes et deux voies, prenons très fermement en main la grande critique révolutionnaire, menons consciencieusement à bien la lutte-critique-réforme, faisons progresser continuellement la révolution et l'édification socialistes, et arrachons de nouvelles victoires, encore plus grandes.

Camarades et amis,

A l'heure actuelle, la situation internationale est excellente. La lutte révolutionnaire des peuples des différents pays est en plein essor ; elle ébranle sérieusement la domination réactionnaire de l'impérialisme et de ses

valets. Assaillis par des difficultés aussi bien intérieures qu'extérieures, l'impérialisme américain et le social-impérialisme connaissent des jours de plus en plus difficiles. Pour se tailler des sphères d'influence et soumettre les peuples du monde à la répression, ils se prononcent bruyamment, en paroles, en faveur de la paix, mais en réalité, ils se livrent furieusement, l'un et l'autre, à l'expansion des armements et aux préparatifs de guerre. Ils resserrent leur collusion, tentent d'établir un cordon d'encercllement autour de la Chine et menacent notre pays de la guerre. Pour masquer leurs desseins inavouables, ils nous accusent calomnieusement de nourrir des ambitions dites expansionnistes, et vont jusqu'à insinuer que nous cherchons à déclencher une guerre nucléaire.

Dès le premier jour de son existence, la République Populaire de Chine a déclaré en termes explicites : nous sommes résolument pour le maintien de la paix mondiale, contre la guerre d'agression. Notre pays est un Etat socialiste authentique, jamais nous ne commettrons d'agression contre autrui. Nous développons notre armement nucléaire uniquement à des fins défensives, afin de briser le monopole nucléaire, notre objectif final étant l'élimination des armes nucléaires. Cependant, la paix que nous préconisons repose sur des principes, c'est la paix fondée sur les cinq principes, à savoir : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique. Jamais, nous ne ferons des principes un objet de marchandage. Il y a longtemps que notre grand guide, le président Mao a dit : « Si on ne nous attaque pas, nous n'attaquerons pas, mais si on nous attaque, nous contre-attaquerons. » Face aux menaces de guerre de l'impérialisme américain et du social-impérialisme, y compris leur menace de guerre nucléaire, nous devons être pleinement préparés. S'ils nous imposent envers et contre tout une guerre d'agression, nous leur résisterons fermement jusqu'au bout, et ce jusqu'à la victoire finale.

Les 700 millions de Chinois, armés de la pensée-maotsetoung et aguerris par la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, sont déterminés à remplir encore mieux leur devoir internationaliste prolétarien et à mener jusqu'à son terme, de concert avec les autres peuples du monde, la lutte contre l'impérialisme, le révisionnisme moderne et toute la réaction.

Nous soutenons fermement l'héroïque peuple albanais dans sa lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Nous soutenons fermement l'héroïque peuple vietnamien dans sa guerre de résistance, jusqu'au bout, à l'agression américaine et pour le salut national.

Nous soutenons fermement le peuple laotien dans sa lutte contre l'impérialisme américain et les réactionnaires thaïlandais.

Nous soutenons fermement le peuple palestinien et les autres peuples arabes dans leur juste lutte contre l'impérialisme américain et le sionisme.

Nous soutenons fermement les luttes libératrices des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Nous soutenons fermement les luttes révolutionnaires des peuples d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord, d'Océanie et du reste du monde.

Nous libérerons Taïwan.

Nous demeurons résolument unis aux peuples révolutionnaires de tous les pays et aux partis marxistes-léninistes révolutionnaires de divers pays, combattons côte-à-côte et triompherons avec eux.

Vive la grande solidarité des peuples du monde !

Vive la grande unité du peuple de toutes les nationalités de Chine !

Vive la grande République Populaire de Chine !

Vive le grand, glorieux et juste Parti Communiste Chinois !

Vive le marxisme, le léninisme, la pensée-maotsetoung toujours victorieux !

Vive notre grand guide, le président Mao ! Qu'il vive longtemps, très longtemps !

**Lisez, diffusez  
les œuvres  
de Mao tsé-toung**

En vente à la librairie « Le Phénix », 72, boulevard de Sébastopol, Paris (3<sup>e</sup>).

# LES ÉTUDIANTS DOIVENT REFORGER UN OUTIL DE COMBAT ! UNIFIER DANS L'U.N.E.F. LE MOUVEMENT ÉTUDIANT ! LIQUIDER LE BUREAUCRATISME ET L'ULTRA-DÉMOCRATISME !

(Les deux précédents articles ont examiné les axes de lutte. Celui-ci doit traiter les questions d'organisation).

La vie nous impose (lutttes de classe des commerçants artisans aujourd'hui, des paysans et des étudiants hier), simultanément la construction de l'unité de la classe ouvrière et l'élaboration des premières formes du Front Uni.

C'est un fait historique fondamental que l'inégal développement des idées révolutionnaires et de l'emprise révisionniste fait du mouvement étudiant, à l'heure actuelle, un allié privilégié de la classe ouvrière.

Nous n'allons pas pour cela nous lancer à l'assaut du mouvement étudiant et de l'U.N.E.F. Le militantisme a ses limites dans l'hétérogénéité et le caractère petit-bourgeois de ce milieu.

Le milieu étudiant doit, en effet, être considéré d'un triple point de vue :

- l'origine de classe (origine familiale) ;
- l'avenir de classe (quelle place va occuper plus tard l'étudiant dans les rapports de production : cadre, ingénieur, médecin) ;
- la position de classe (position politique : un étudiant même d'origine modeste peut être dominé par l'arriérisme et se situer dans le camp réactionnaire par exemple lors du boycott d'un concours).

C'est la position de classe qui est le facteur principal. Lénine nous enseigne qu'« il existe inéluctablement parmi les étudiants les mêmes groupes que dans la société ». D'où la diversité des groupes politiques en faculté et le fait que leur unification passe par le triomphe de celui qui représente le parti d'avant-garde sur les autres (et non la « fédération » de ces groupes). La crise impérialiste précipitant d'autre part la paupérisation de fractions importantes de la petite bourgeoisie pousse de larges couches du milieu étudiant à mener des luttes économiques (contre le plan d'austérité, la hausse des loyers et des repas) ou universitaires (formes d'examen, programmes, crédits, etc.).

Le milieu étudiant connaît donc deux formes essentielles d'organisation :

- le détachement organisé du parti d'avant-garde avec son organisation de masse spécifique : le C.D.H.R. ;
- l'organisation de masse qui peut coordonner les luttes locales, les unifier avec celles de la classe ouvrière et dans un cadre national. Cette organisation de masse ne peut être que l'U.N.E.F.

Les marxistes-léninistes doivent militer à l'U.N.E.F.

Pourquoi l'U.N.E.F. ?

C'est une question que posent quelques camarades. L'U.N.E.F. a déjà une longue histoire.

Au début les Associations Générales d'étudiants n'étaient que des castes avec leurs monomes, leurs chansons et leurs traditions. L'U.N.E.F. de la belle époque, l'U.N.E.F. de 1901 n'était que le rassemblement de fils de bourgeois.

Puis de 1919 à 1939, c'est la phase corporatiste : l'U.N.E.F. ne s'occupe que de la défense des intérêts étudiants (issus essentiellement de la bourgeoisie moyenne). La guerre de 1939 voit l'U.N.E.F. « agir dans le cadre des institutions et des lois en vigueur », refuser de choisir entre Vichy et Londres. L'U.N.E.F. se tait et laisse partir les étudiants au S.T.O. L'U.N.E.F. est absente de la résistance comme de la tragique marche à l'Etoile du 11 Novembre 1940.

En 1946, la poussée à gauche d'une jeunesse issue de la résistance voit l'essor d'un courant syndicaliste (les minoritaires ou minos) qui s'oppose violemment aux corporatistes (les majoritaires ou majos).

En 1956, les minoritaires deviennent majoritaires et l'U.N.E.F. prend une orientation résolument syndicaliste. Le développement de la lutte du peuple algérien et la passivité opportuniste du P.-C.-F. amènent l'U.N.E.F. à jouer un rôle d'avant-garde dans la lutte pour l'indépendance et sa scission en 1961 : le gouvernement créant de toutes pièces la F.N.E.F. réactionnaire. La dernière période peut se marquer par la scission de fait au sein de l'U.N.E.F. avec les révisionnistes.

L'Histoire montre que malgré un processus de scissions inévitables, l'U.N.E.F. a correspondu aux nécessités générales de la lutte et que le poids historique de l'organisation est un capital politique qu'il serait dangereux de sous-estimer.

C'est ce que l'on exprime lorsque l'on dit que l'U.N.E.F. est un haut-parleur, non seulement dans le milieu étu-

diant, mais dans le champ général de la lutte des classes.

Certes la classe ouvrière n'a pas les yeux tournés vers l'U.N.E.F.. Mais les positions que peut prendre celle-ci (notamment par rapport au Front Uni) ont un impact général que prouvent mai 1968, le 1<sup>er</sup> mai 1969, les réponses de Sauvageot à Séguay, etc. Que représentent à côté les prises de positions publique de tel ou tel cartel de Comités d'Action ?

Et ce, d'autant plus que l'U.N.E.F. depuis sa rupture avec la Conférence Internationale des Etudiants (C.I.E.) et du fait des luttes de mai 1968 possède parmi les Unions d'Europe Occidentale d'abord, au sein de l'Union Internationale des Etudiants (U.I.E.) ensuite un prestige évident et une place importante. Au sein d'une U.I.E. et d'une F.M.J.D. (Fédération Mondiale Démocratique de la Jeunesse), organisations dominées par les révisionnistes la position de l'U.N.E.F. acquiert une grande importance (voir à ce propos le retentissement des incidents du festival mondial de la jeunesse à Belgrade). Que les camarades songent au problème des relations internationales, à la lutte contre l'isolement (auquel veulent aboutir les révisionnistes), des jeunes de Chine et d'Albanie, aux relations avec les jeunes des pays de la zone des tempêtes... Qui remplacera l'U.N.E.F. ?



L'U.N.E.F. est pour l'instant un outil irremplaçable : nous l'apprennent aussi les révisionnistes qui usurpent habilement le sigle par leur « U.N.E.F.-Renouveau ». Leur tactique : reprendre de l'intérieur l'U.N.E.F. en se forgeant une base d'appui par leur organisation scissionniste, les luttes pour le pouvoir qui se mènent autour du Bureau national et la faillite au lendemain du congrès de Marseille d'une organisation parallèle nationale des Comités d'Action fondent notre ligne en matière d'organisation : unifier dans l'U.N.E.F. le mouvement étudiant. Tirer un bilan des Comités d'Action.

Les grandes luttes de masse de mai 1968 ont débordé le cadre de l'U.N.E.F.. Sont nés les C.A.

Il y a C.A. et C.A... Un bilan rapide des C.A. fait apparaître que les C.A. conçus comme « organisations de tous les révolutionnaires » ont éclaté : l'unité du mouvement issu de mai a éclaté sur la découverte de la nécessité d'une ligne politique hégémonique. L'illusion du C.A. « structure révolutionnaire » prend racine dans le rôle d'avant-garde en quelque sorte joué par le mouvement étudiant l'an dernier. En fait l'unité politique (ce qui n'exclue pas l'unité à la base et dans l'action sur des points précis) avec les groupes anti-prolétariens est impossible : le parti d'avant-garde ne sera jamais une fédération de groupuscules.

Les C.A. ont aussi fréquemment souffert de l'affrontement stérile et paralysant de « théoriciens ». Ils se sont transformés en parlements et sont vidés des militants non « encartés ». Ils ont souffert aussi de l'ultra-démocratie (ou basisme) maladie congénitale d'un milieu petit-bourgeois indiscipliné et phraséur qui confond organisation et bureaucratie.

Mais la confusion la plus importante est celle qui a conduit des C.A. à considérer comme leur tâche « d'impulser des luttes dans les usines, de les coordonner, etc. », tâche qui est celle d'un conseil ouvrier ou d'un comité inter-entreprises. C'est la confusion classique entre le parti d'avant-garde et l'organisation de masse. L'U.N.E.F. ne peut se substituer au parti et doit mener sa lutte dans son milieu spécifique : l'université (quitte à nous faire traiter d'« universalistes » par ceux qui veulent s'en servir comme d'un marche-pied pour créer leur parti. (Cf. l'ancien mot d'ordre de « Rouge » : « En avant vers le

parti révolutionnaire par un mouvement national des comités d'action »).

Les C.A. qui ont souffert de ces maux ont périclité.

D'autres ont vécu, se sont maintenus ou développés : ce sont ceux qui ont su mener de façon correcte les luttes revendicatives et universitaires, qui ont su ne pas se couper des étudiants intermédiaires et sont restés des organisations de masse.

Les C.A. nés de la lutte de mai doivent se reconvertir en organisations de base de l'U.N.E.F. et centralisés au niveau d'une faculté. L'U.N.E.F. ne peut être une sorte de mouvement du 22 mars qui monte et descend avec le mouvement de masse, qui se fonde avec celui-ci. L'U.N.E.F. ne peut être non plus un mouvement du type du mouvement étudiant italien atomisé à l'extrême sans unité nationale.

Certes le mouvement des masses, comme en mai, peut déborder le cadre U.N.E.F. Le C.A. est alors à l'U.N.E.F. ce que le comité de grève est à la section syndicale d'entreprise. Quand la grève est finie le syndicat se renforce par adhésions. De même l'U.N.E.F. doit organiser et encadrer les étudiants gagnés dans la lutte.

Il n'en est pas moins vrai que l'U.N.E.F. souffre aussi de « bureaucratisme ». Les vieilles structures : « Conseils

d'administration », « Corporations », organes gestionnaires issus de l'U.N.E.F. corporatiste d'avant 1956 ont volé en éclat en mai 1968. La structure nouvelle doit être une structure souple, centralisée, tournée vers la lutte avec les C.A. pour organisations de base. Mais là encore évitons de croire qu'une forme d'organisation est bonne « en soi » et que le C.A. est la forme idéale. La ligne politique est déterminante par rapport à l'organisation. C'est en luttant pour mettre le mouvement étudiant au sein du Front Uni sous la direction politique de la classe ouvrière réorganisée, en prenant en main les luttes revendicatives et universitaires, en luttant contre l'idéologie bourgeoise, la participation et le révisionnisme, c'est en faisant triompher notre ligne politique et notre style de travail (ténacité, continuité, liaison avec les masses) que nous résolvons les problèmes d'organisation. En bref.

Le mouvement étudiant est un allié important de la classe ouvrière. Les marxistes-léninistes doivent y militer en travaillant à la réunification du mouvement au sein de l'U.N.E.F. Ils doivent liquider le bureaucratisme et l'ultra-démocratie et faire de l'U.N.E.F. une organisation de masse progressiste, ayant pour cellules vivantes les C.A. de sorte que centralisme et démocratie jouent à plein et que le mouvement dispose d'un outil de combat tant dans les périodes de reflux que de lutte.

Là où nous sommes assez influents nous devons amener les sections U.N.E.F. sur les positions de Front Uni. Partout où nous sommes trop faibles il ne faut pas hésiter à organiser de façon autonome les éléments anti-monopolistes dans des comités Front Uni. Dans tous les cas ce qui est prioritaire c'est de gagner une base de masse sur les positions de Front Uni. Inutile de gagner bureaucratiquement une A.G.E. au Front Uni si les idées ne sont pas implantées. Inutile d'autre part de créer des comités de Front Uni si ces comités ne sont que des organisations de marxistes-léninistes cachant leur drapeau et non des organisations de masse.

Est-ce à dire que nous allons cacher notre drapeau au sein de l'U.N.E.F. derrière celui du Front Uni ? Non. Nous devons nous guider sur le principe : gagner le maximum d'étudiants aux idées du Front Uni sans jamais cacher notre drapeau.

## PALESTINE : 2 ans de lutte armée (Suite de la page 12)



Combattants palestiniens

Les Quatre Grands reconnaissent l'Etat d'Israël et ignorent le fait national palestinien. Pour eux, le problème palestinien n'est qu'un problème de réfugiés ; c'est ainsi que les Palestiniens sont désignés dans la résolution du 22 novembre 1967. Chacun de ces Quatre Grands a des intérêts économiques et stratégiques énormes. Tous ont intérêt au statut-quo dans la mesure où ils ne contrôlent pas entièrement la situation. Les Américains et les Russes ont proposé chacun de leur côté des plans qui ont été rejetés par toutes les organisations palestiniennes. Les Palestiniens sont conscients du danger que représentent les Quatre Grands et sont prêts à y faire face. C'est ainsi qu'une action spectaculaire contre le pipe-line américain en Syrie a été menée par le F.P.L.P.

Cette action est un avertissement au gouvernement américain dont un membre se trouve actuellement à Tel

Aviv pour assurer le gouvernement sioniste de la fourniture de 50 Phantoms dans le délai prévu.

Perspectives : malgré de notables progrès tant militaires que politiques, la révolution palestinienne traversera des moments difficiles. Les palestiniens sont conscients que leur lutte sera longue et dure. Mais dans la mesure où ils comptent avant tout sur eux-mêmes et aussi dans la mesure où le camp des peuples progressistes se renforce et que le camp impérialiste est acculé à la défaite, aujourd'hui au Viêt-Nam, demain au Laos, en Angola, Guinée et en Amérique latine, la lutte des Palestiniens sera victorieuse et les sacrifices n'auront pas été vains.

Pour conclure, je dirai que sans faire preuve d'optimisme béat, on peut affirmer que la révolution palestinienne ira de l'avant malgré les reflux inévitables dans une aussi gigantesque bataille.

# EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(4)

## LE PROLÉTARIAT, FORCE PRINCIPALE DE LA RÉVOLUTION

« L'existence sociale des hommes détermine leur pensée » nous enseigne, avec Marx, Mao Tsé-toung. L'existence sociale du prolétariat en fait la force principale et la seule force capable de diriger la révolution socialiste. Principal producteur des valeurs matérielles, principal exploité, le prolétariat est la seule classe qui puisse lutter jusqu'au bout pour le socialisme. Quel est l'idéal du petit bourgeois, du petit producteur indépendant sur son lopin de terre dans son petit atelier ou dans sa boutique ? Survivre et se développer tout en restant indépendant, s'enrichir, devenir un « gros », c'est-à-dire un capitaliste. Spontanément la petite bourgeoisie ne tend qu'à ça, même si elle peut être entraînée par le prolétariat dans la lutte contre le capitalisme.

### DISCIPLINE, SENS DE L'ORGANISATION DU PROLÉTARIAT

Le capitalisme a mis en place des forces de production sociales à double titre : d'une part, l'organisation de la production dans une grande usine fait que le produit fini n'est réalisable que par la conjonction des forces de tous les ouvriers. Dans l'entreprise capitaliste, le travailleur individuel s'efface devant le travailleur collectif dont chaque ouvrier n'est qu'un rouage. D'autre part, quelques grandes usines produisent un type de produit pour toute la société. En renversant ses exploités, le prolétariat ne cherche pas à partager entre ses membres la richesse sociale : on pouvait partager en lopins, les terres du seigneur féodal. On ne peut partager la S.N.C.F. ou les usines Renault. En renversant ses exploités, en devant la classe dominante, le prolétariat ne cherche pas à remplacer la propriété privée de quelques-uns par la propriété privée de quelques autres. En brisant la propriété de la bourgeoisie sur les moyens de production, le prolétariat établit la propriété de la société, la propriété du peuple sur les moyens de production : le socialisme.

Dépossédé de tout, exploité, concentré, transformé en travailleur collectif, le prolétariat, du fait de cette condition à laquelle le réduit l'exploitation capitaliste, est la seule classe capable de lutter de manière conséquente pour le socialisme. Comme le dit le manifeste communiste :

« Les conditions d'existence de la vieille société sont déjà détruites dans les conditions d'existence du prolétariat. Le prolétaire est sans propriété... »

« ... Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir essayaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leurs revenus propres. Les prolétaires ne peuvent se rendre maîtres des forces productives sociales qu'en abolissant leur propre mode d'appropriation d'aujourd'hui et, par suite, tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne, ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée antérieure. »

Force concentrée, le prolétariat est contraint par l'esclavage salarié à la discipline d'usine. Cette solidarité dans l'exploitation et cette discipline que lui impose le caractère social de la production sont des qualités prolétariennes fondamentales. Le petit producteur indépendant, l'intellectuel petit bourgeois (qui en quelque sorte est aussi un petit producteur intellectuel indépendant, jaloux de son autonomie et de son indépendance) reçoivent dans la société : l'individualisme, l'instabilité, l'esprit anarchique, l'égoïsme.

Comme le signale remarquablement Lénine : « C'est le marxisme, idéologie du prolétariat éduqué par le capitalisme, qui a enseigné et enseigné aux intellectuels instables la différence entre le côté exploitateur de la fabrique (discipline basée sur la crainte de mourir de faim) et son côté organisateur (discipline basée sur le travail en commun résultant d'une technique hautement développée). La discipline et l'organisation, que l'intellectuel bourgeois a tant de peine à acquérir, le prolétariat se les assimile très aisément, grâce justement à cette « école » de la fabrique. La crainte mortelle de cette école, l'incompréhension absolue de son importance comme élément d'organisation, caractérisent bien les méthodes de pensée qui reflètent les conditions d'existence petites-bourgeoises, engendrent cet aspect de l'anarchisme que les social-démocrates allemands appellent « Edelanarchismus », c'est-à-dire l'anarchisme du monsieur « distingué », l'anarchisme de grand seigneur, dirais-je. »

Lénine. « Un pas en avant, deux pas en arrière » (1904). Détermination à mener la révolution jusqu'au bout, discipline et sens de l'organisation sans lesquelles aucun pas dans ce sens ne peut être fait, constituent les qualités prolétariennes essentielles. Dans sa grande masse le prolétariat de notre pays les présente. Néanmoins, le prolétariat vit sur le terrain de la société bourgeoise, soumis à son idéologie. Le prolétariat n'échappe pas à la règle générale qui fait que l'idéologie de la bourgeoisie est l'idéologie dominante dans la société. La conception prolétarienne du monde achevée, le marxisme-léninisme, qui est la systématisation de ces qualités prolétariennes n'est pas spontanément l'idéologie qui domine dans la tête des ouvriers. Comme toutes les classes, le prolétariat a besoin d'être éduqué et rééduqué dans et par la révolution. Mais de toutes les classes, c'est la classe où les qualités révolutionnaires essentielles sont les plus fortes spontanément.

Deux déviations graves tendent à obscurcir cette démarcation radicale du prolétariat d'avec les autres classes, en particulier avec la petite bourgeoisie. L'une de ces déviations a pour origine le révisionnisme, l'autre le révolutionnarisme petit bourgeois.

La première consiste à élargir les rangs du prolétariat démesurément jusqu'à y faire entrer des fractions entières de la petite bourgeoisie, voire de la moyenne bourgeoisie (certains cadres et ingénieurs) sous prétexte qu'elles aussi sont salariées. Par cette tactique du cheval de Troie, le révisionnisme entend dissoudre dans une masse salariale informe le prolétariat afin d'estomper ce qui le différencie et lui donne un rôle dirigeant. Il s'agit ainsi d'étouffer les qualités révolutionnaires du prolétariat ce qui revient à mettre la bourgeoisie au poste de direction et d'empêcher ainsi la révolution.

La deuxième déviation consiste à dire que le prolétariat en bloc est embourgeoisé. Cette dernière position, en vogue chez les intellectuels, a pris un sérieux coup en mai 1968. Mais le rôle d'étincelle qui a joué le mouvement des étudiants continue à lui servir d'alibi pour affirmer encore que les étudiants, les intellectuels, les ingénieurs, les techniciens constituent la classe d'avant-garde. Cette position permet aux révisionnistes de se faire passer à peu de frais pour les défenseurs de l'orthodoxie marxiste contre une telle hérésie. En fait, comme nous le verrons, cette dernière position vient d'une analyse incorrecte de la place de l'aristocratie ouvrière dans le prolétariat.

La première déviation, de type révisionniste est la plus grave. Le fait de toucher un salaire en échange d'une dépense d'activité, d'une dépense de force de travail n'est pas un critère suffisant pour affirmer que quelqu'un fait partie du prolétariat. A ce moment-là, un grand commis du capital, directeur d'entreprise ou ingénieur participant au procès de production (1), ne possédant pas de moyens de production et touchant un salaire seraient des prolétaires qui s'ignoreraient.

### LE CRITÈRE DE L'EXPLOITATION

Tous les salariés ne sont pas des prolétaires. Seuls les sont ceux qui non seulement vendent leur force de travail contre un salaire mais de plus voient leur force de travail exploitée jusqu'à la moelle.

Que cherche le capitaliste en achetant la force de travail de l'ouvrier ? à extorquer à l'ouvrier du travail non payé, à recevoir de l'ouvrier plus de valeur (la plus-value) qu'il ne lui en donne en lui versant son salaire. Dans sa journée de 10 heures, par exemple, l'ouvrier travaille disons 2 heures pour produire une valeur qui compense le salaire journalier qui lui est versé. Et le reste du temps, c'est-à-dire 8 heures, il crée de la valeur gratuitement pour le patron. Il fournit un travail non payé, un surtravail (par rapport au travail qui lui est payé par le salaire). Le capitaliste cherche par tous les moyens à accroître ce surtravail non payé extorqué à l'ouvrier : en allongeant la journée de travail, et quand il ne le peut pas en accélérant l'intensité du travail, les cadences. La chasse au surtravail, l'extorsion forcée de plus-value c'est le fondement du rapport d'exploitation entre prolétariat et bourgeoisie.

Donc, on peut vendre sa force de travail sans être exploité. Un ingénieur, par exemple, vend sa force de travail et reçoit un salaire. Dans la mesure où il participe à la production, comme un des maillons de ce processus, il crée de la valeur aussi.

Mais on ne cherche pas à tirer de lui du surtravail non payé. Le salaire qu'il touche, même, non seulement est plusieurs fois supérieur à ce qui serait nécessaire pour qu'il reproduise sa force de travail mais, de plus, est parfois très supérieur à la valeur qu'il crée. Dans ce cas, il ne produit pas de plus-value pour le patron et vit même de la plus-value prise par le patron sur le dos des vrais prolétaires. C'est cette plus-value que lui donne le patron qui lui permet d'acheter des moyens de consommation de luxe et d'avoir un mode de vie bourgeois.

Donc, le seul critère pour juger si un salarié est prolétaire ou non, c'est le critère de l'exploitation, de la chasse au surtravail non payé. Des critères secondaires se greffent sur ce critère principal. Tout d'abord, le capital sépare dans le procès de production, travail manuel et travail intellectuel, fonctions de direction (centralisation d'un procès de production complexe) et d'exécution. « Le capital, dit Marx, sépare travail manuel et travail intellectuel et enrôle ce dernier à son service. »

En général, on peut dire que le prolétariat n'a pas de rôle intellectuel ni de direction dans la production. Ces fonctions intellectuelles et de direction sont réservées à une minorité d'intellectuels bénéficiant d'avantages importants, ou déléguées à des ouvriers comme moyen de corruption.

Ces critères généraux permettent de guider l'enquête indispensable partout pour délimiter le prolétariat authentique.

Outre ces caractères généraux, le prolétariat d'une métropole impérialiste comme la France présente certains caractères particuliers : d'une part, la classe ouvrière française est la classe ouvrière d'un pays impérialiste qui exploite les peuples du monde et en tire des surprofits, d'où la présence en France d'une aristocratie ouvrière privilégiée et de travailleurs immigrés surexploités. D'autre part, l'importance des employés de bureau et de commerce : tous les employés du secteur dit « tertiaire » ne font pas partie du prolétariat mais une partie importante en est une composante à part entière.

### LE PROLÉTARIAT DU SECTEUR IMPRODUCTIF

On appelle secteur improductif (2), le secteur des banques et du commerce. Le capital dans sa reproduction passe par trois étapes. Le capital argent : le capital se présente d'abord sous forme d'une masse d'argent qui

cherche à s'échanger contre des marchandises (force de travail des ouvriers, matières premières machines). Toutes les opérations concernant cette phase initiale du capital (dépôt, prêt, escompte, etc.) sont prises en charge par le capital bancaire. La deuxième phase du capital, c'est la production, la création de valeurs et de plus-value, qui se présente à la fin de la production sous la forme de marchandises. Enfin, la dernière phase consiste à transformer en argent les marchandises par la vente, à réaliser la valeur qu'elles recèlent. Des capitalistes commerçants se spécialisent dans cette dernière phase.

Une certaine quantité du travail de la société doit être utilisée dans la phase bancaire et commerciale du capital. Ce travail a la propriété de ne pas créer de valeur mais de servir à faire passer le capital d'une forme à une autre, de la forme argent à la forme marchandise, et inversement. Nous prendrons comme exemple le capital commercial par la suite.

Une masse importante de travailleurs est employée à ces opérations improductives : plus de 3 000 000. Tout d'abord une partie des travailleurs employés dans le secteur commercial fait aussi un travail productif :

« ... Il faut considérer comme procès de production, prolongé à l'intérieur du procès de circulation, l'industrie des transports, la garde des marchandises et leur distribution sous une forme consommable » (Marx, *Le Capital*, livre III).

Seules les opérations qui concernent le passage de la forme marchandise à la forme argent, c'est-à-dire la vente proprement dite (étiquetage, présentation « attrayante », frais publicitaires, opérations d'encaissement, comptabilité) sont des opérations qui ne créent aucune valeur.

Comment peut-on dire que des employés qui ne créent pas de valeur soit exploités ?

Le capitaliste commercial achète au capitaliste productif des marchandises ; dans le prix qu'il lui paye, le capitaliste tire son profit. Mais il ne réalise pas toute la plus-value qui est incluse dans les marchandises. Il en laisse une partie au capitaliste commercial. En vendant à son tour ces marchandises, le marchand tirera son profit commercial. Ce profit ne vient pas de l'exploitation de ses ouvriers, mais de la plus-value qu'il y a encore dans les marchandises qu'il achète.

Mais plus le capitaliste commercial peut acheter et vendre de marchandises, plus il s'appropriera de plus-value. Or la masse de marchandises qu'il peut brasser et commercialiser par son propre travail est limitée. Il a besoin pour cela d'embaucher des employés. Plus ces employés lui fournissent de travail, plus la masse de marchandises qui « tourne » est grande, plus le capitaliste s'approprie de plus-value. Et moins il paye ses ouvriers, plus il leur extorque de travail, plus il a de profit.

Supposons qu'un vendeur vende en une journée de 8 heures, pour 400 F de marchandises. Le capitaliste a acheté ces marchandises, disons 3 600 F (soit 10 % de profit). En 8 heures, l'employé en question permet au capitaliste de s'approprier 400 F de profit, sur lesquels il prend le salaire qu'il verse soit 25 F par jour, c'est-à-dire lui procure un profit net de 375 F.

On voit qu'en une demi-heure, l'employé a vendu pour 250 F de marchandises (contenant 10 % de profit, c'est-à-dire 25 F) et a permis au capitaliste de récupérer ainsi les 25 F journaliers qu'il lui verse comme salaire. Le reste du temps, l'employé a transformé de la marchandise en argent gratis et a permis au capitaliste de s'approprier 375 F. Plus le travail de l'employé sera intense, plus il fournira de surtravail non payé qui permettra au capitaliste de s'approprier plus de plus-value. Si l'intensité du travail de l'employé double par le même salaire de 25 F, il fournira 775 F (au lieu de 375 F) de plus-value au capitaliste. On sait que dans les grands magasins, en particulier, les patrons soumettent leurs vendeurs à la même extorsion de surtravail que les ouvriers d'usine. Les luttes de vendeurs de grands magasins en mai attestent la combativité de cette fraction du prolétariat soumise à une exploitation intense.

(1) On appelle procès ou processus de production, l'ensemble des opérations nécessaires à fabriquer un produit à partir de la matière première et jusqu'à la forme qu'il doit avoir pour être consommé (c'est-à-dire emballé, livré au consommateur). Dans ce procès de production, « le travail manuel et le travail intellectuel sont unis par des liens indissolubles de même que dans le système de la nature le bras et la tête ne vont pas l'un sans l'autre... A partir du moment où le produit est transformé en produit social, en produit d'un travailleur collectif dont les différents membres participent au maniement de la matière à des degrés très divers, de près ou de loin, ou même pas du tout, les déterminations de travail productif, travailleur productif s'élargissent nécessairement. Pour être productif, il n'est plus nécessaire de mettre soi-même la main à l'œuvre ; il suffit d'être un organe du travailleur collectif ou d'en remplir une fonction quelconque » (Marx, *Le Capital*, livre I).

(2) Ce secteur comprend les banques, les compagnies d'assurances, la partie « chèques postaux » des P. et T., les Caisses d'Épargne, la Sécurité Sociale et la Santé publique, les organismes sociaux (allocations diverses, retraites), les organismes de publicité et d'étude de marché, tout le secteur du commerce, une fraction de l'administration. Il s'agit aussi bien d'établissements autonomes, spécialisés dans ces activités improductives, que la partie improductive des entreprises (partie comptable, commerciale, etc.).

**Semaine prochaine : l'aristocratie ouvrière**

# Les élections en Allemagne occidentale

## beaucoup de bruit pour rien

Après une campagne électorale où les compétiteurs « chrétiens-démocrates », « socialistes » et autres se sont copieusement entraînés mutuellement dans la boue, les Allemands de l'Ouest ont voté, le 28 septembre. Comme aucun parti ne représentait valablement les intérêts des travailleurs, la plupart de ces derniers ont cru devoir « voter utile » dispersant ainsi leurs suffrages en fonction des diverses conceptions que l'on peut avoir de l'« utilité » de voter dans de telles conditions.

C'est dire qu'aucun bouleversement ne risquait d'intervenir. Gains sociaux démocrates, léger recul chrétien-démocrate, recul plus marqué des libéraux, peu de choses en effet. Notons encore que le N.P.D. néo-nazi n'entre pas au parlement fédéral, faute d'avoir atteint le seuil des 5 %.

Il n'en faut pas plus pour que Radio Moscou et les « Izvestia » se félicitent bruyamment de ce « succès de la démocratie », imités aussitôt par divers journaux occidentaux de « gauche » (sic).

Remarquons toutefois que les vedettes de la compétition, pour n'être pas du N.P.D., n'en étaient pas moins d'anciens nazis bon teint, eux aussi.

Le cas du chancelier (chrétien-démocrate) Kurt Kiesinger, ancien S.A. et haut-fonctionnaire de la radio nazie pendant la guerre, est connu.

Mais son principal adversaire, le professeur Karl Schiller, ministre des Finances (social-démocrate), était lui-même ancien nazi et membre des S.A. !

Les propos tenus par l'un comme par l'autre au cours de la récente campagne électorale se résument en quelques mots :

- nationalisme,
  - revanchisme (plus camouflé chez les sociaux-démocrates),
  - anticommunisme,
  - refus plus ou moins catégorique de reconnaître les frontières de l'Allemagne et l'existence de la R.D.A.
- Le « réalisme » dont les chefs sociaux-démocrates sont crédités par la presse bourgeoise ou révisionniste en ce qui concerne la politique étrangère se résume à des divergences tactiques avec leurs alliés-adversaires chrétiens-démocrates :

Kiesinger et Strauss, dans la ligne de feu Adenauer, préconisent d'attendre le pourrissement complet des Etats à direction révisionniste en Europe, pour rétablir l'ancienne prépondérance allemande en Europe centrale. Brandt et Schiller, sont plus conscients du caractère fondamental de la collusion soviéto-américaine et du fait que cette collusion implique le statut-quo en Europe. Le rôle de terre-neuve du pouvoir capitaliste joué en mai 68, par le P. « C. » F. en France — en plein accord avec la direction du Parti et de l'Etat soviétique, d'une part ; la facilité avec laquelle les Etats impérialistes occidentaux se sont accommodés de l'invasion de la Tchécoslovaquie par le social-impérialisme russe d'autre part, ont confirmé les dirigeants sociaux-démocrates allemands dans leurs conceptions.

Si Brandt devient chancelier on peut s'attendre à certains gestes tels que la signature par l'Allemagne Fédérale du traité de non-dissémination des armes nucléaires, l'abandon officiel de la doctrine Hallstein (boycott des pays établissant des relations diplomatiques avec la R.D.A.) et peut-être, une reconnaissance « de facto » de la frontière Oder-Neisse.

Les sociaux-démocrates et leurs alliés libéraux pensent non sans raison que, compte tenu de l'intégration progressive des pays ex-socialistes d'Europe (U.R.S.S. comprise) au marché capitaliste, il est inopportun de maintenir l'Allemagne Fédérale dans le rôle de « sentinelle du monde libre ».

Le drapeau allemand ne flotte plus sur la Silésie ou la Prusse Orientale. Mais Krupp et Cie s'implantent en U.R.S.S., en Pologne, en Hongrie, etc., et c'est là l'essentiel.

Quant au domaine monétaire, principal champ de la bataille électorale, ce que les politiciens bourgeois allemands ont dit avant le scrutin, et ce qu'ils ont fait après celui-ci, montre l'extrême relativité de leurs professions de foi.

Kiesinger, Strauss et leurs amis ne cessèrent de répéter qu'en aucun cas le mark ne serait réévalué. Strauss, par exemple, déclarait encore, à la veille du scrutin :

« La décision ferme de la majorité C.D.U.-C.S.U. du gouvernement de maintenir stable la valeur du mark a déjà fait échouer deux fois la spéculation — en novembre 1968 et en mai 1969 — et que l'électeur a dimanche la possibilité, avec son bulletin de vote, d'infliger pour la troisième fois un échec à la spéculation ».

Or, le lendemain même des élections, le gouvernement social-démocrate chrétien, en fonctions jusqu'au 20 octobre, prenait la décision d'instaurer immédiatement un taux de change flottant pour le Deutsch-mark, ce qui équivalait à une réévaluation déguisée, avec toutes les conséquences qu'une telle décision entraînera inévitablement, dans tous les domaines de l'économie et de la politique, nationales et internationales.

A l'heure actuelle, il semble bien que la future combinaison gouvernementale, sera une alliance socialiste-libérale. Les deux autres combinaisons possibles (démocratie-chrétiens-libéraux, ou reconduction de l'alliance démocrate-chrétienne-socialiste) ont paru vraisemblables jusqu'au dernier moment. Comme dans les pièces boulevardières, tout se ramenait au fameux triangle : qui serait le « cocu » ? Le simple fait qu'un tel débat ait pu s'instaurer, montre qu'il s'agissait bien d'une farce organisée par les partis bourgeois pour tromper le peuple, mais ces partis se ressemblent tellement qu'ils sont interchangeables, chacun pouvant s'allier indifféremment avec n'importe lequel des deux autres. (Mais point n'est besoin de franchir le Rhin pour assister à de telles pantalonades !).



La jeunesse allemande lutte contre la réaction et le parti néo-nazi N.P.D.

Dans une telle conjoncture, il est bien évident qu'il n'y a pas de place pour un parti révisionniste. La social-démocratie — au gouvernement ou dans l'opposition — continue d'« encadrer » la classe ouvrière allemande aussi efficacement que le P. « C. » F. en France. L'écrasement des listes révisionnistes (moins de 200 000 voix) est le reflet de cette situation.

Aussi bien, en Allemagne Occidentale comme en France, le vrai combat ne se livre pas dans les urnes, mais dans la rue et dans les usines. En pleine campagne électorale, plus d'un million de travailleurs allemands, dans la métallurgie et les mines essentiellement, ont mené victorieusement des grèves sauvages, à la grande consternation du patronat, des bonzes syndicaux sociaux-démocrates et du gouvernement. Par ailleurs, les militants ouvriers et étudiants de l'opposition extra-parlementaire ont utilisé la campagne électorale pour développer leur ligne de contestation radicale de la démocratie bourgeoise.

Soyons certains qu'ils ont été entendus par de larges secteurs du peuple travailleur ouest-allemand, et en particulier par une partie de l'électorat social-démocrate. Le développement des grèves parties de la base, l'audience accrue des idées révolutionnaires, le renforcement constant du jeune Parti Communiste marxiste-léniniste allemand (Roter Morgen), voilà qui est, pour la période à venir, infiniment plus important que la répartition des portefeuilles dans le prochain gouvernement fédéral.

En Allemagne comme partout ailleurs, l'avenir appartient au socialisme, pas celui de Willy Brandt ou de Walter Ulbricht, mais à la Révolution Socialiste, au marxisme-léninisme.

## LA FIN SANS GLOIRE DE DUBCEK : LE VOYAGE AU BOUT DU RÉVISIONNISME...

Camarades encore membres du P. « C. » F. ou encore trompés par lui, lisez ce texte :

*L'entrée des troupes alliées en Tchécoslovaquie, dans la situation telle qu'elle était en été 1968, était motivée par les intérêts de la défense du socialisme en Tchécoslovaquie contre les forces de droite, antisocialistes et contre-révolutionnaires, par les intérêts de la sécurité du camp socialiste et par les intérêts du mouvement communiste et ouvrier. Il ne s'agissait en aucun cas d'un acte d'agression contre le peuple, il ne s'agissait pas d'une occupation du territoire tchécoslovaque ou de suppression de la liberté et du système socialiste.*

Il figure au point 3 de la résolution adoptée par le Comité Central du Parti « Communiste » Tchécoslovaque, lors de sa session du 25 au 27 septembre 1969, annulant la résolution du 21 août 1968 condamnant l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'armée soviétique.

Il a le mérite de la clarté, dans la trahison s'entend. Mais examinons à présent les positions successives des dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. à l'égard de l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Le 21 août 1968, au lendemain de l'invasion, le Bureau politique du P. « C. » F. exprimait « sa surprise et sa réprobation ».

Ainsi que le reconnaissait en substance Wurmser quelques jours plus tard, comment continuer « valablement » à agiter l'épouvantail de « l'agressivité chinoise » après un coup pareil ? Après tout, ce ne sont pas les « maoïstes » qui ont foulé aux pieds l'indépendance nationale de ce que les dirigeants de Moscou continuent d'appeler un « pays socialiste frère ».

Mais, quelques jours plus tard le Comité Central du P. « C. » F. nuançait déjà sa position. La réprobation devenait « désapprobation », ce qui donnait à Georges Marchais l'occasion de se livrer devant la presse et la radio bourgeoise à une lamentable exégèse en vue de démontrer que la position de son Parti n'avait pas changé.

Puis, lorsque le groupe dirigeant révisionniste tchécoslovaque (Dubcek, Svoboda, Cernik, Smrkovski et Cie), eut souscrit, le couteau sur la gorge, les fameux accords de Moscou qui faisaient de lui, de simples Quislings, les dirigeants du P. « C. » F. modifièrent à nouveau leur position, continuant, pour la forme, à « désapprouver » l'occupation de la Tchécoslovaquie, mais approuvant simultanément le diktat de Moscou, conséquence immédiate et directe de l'invasion. A la suite de cette évolution Waldeck Rochet et ses acolytes « coupèrent les deux bouts de l'omelette » afin de préserver l'unité chancelante de leur groupe dirigeant. Garaudy, ultra révisionniste, fut « blâmé » et Jannette Thorez-Vermeersch, inconditionnelle du groupe Brejnev-Kossyguine, démissionnée de ses fonctions. Tant que le social-impérialisme russe a jugé opportun de conserver — pour la façade — l'ancienne équipe dirigeante tchécoslovaque, une telle attitude, pour dépourvue de principes qu'elle soit, permettait aux dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. et de la C.G.T. d'élever tout débat sur le fond du problème. Aujourd'hui, le nationaliste slovaque Husak, les collaborateurs inconditionnels des envahisseurs Indra, Strougal et Cie ont été placés à la tête du Parti et de l'Etat tchécoslovaque.

Dubcek, Smrkovski, Cisar, etc., ont été utiles pour appeler le peuple tchécoslovaque à la non-résistance, puis pour lui faire avaler bouchée par bouchée la « normalisation », c'est-à-dire la colonisation pure et simple de la Tchécoslovaquie par les nouveaux tsars.

Mais maintenant, l'occupant n'a plus besoin d'eux. C'est pourquoi il s'en est débarrassé sans souci excessif du qu'en dira-t-on.

Mais alors que vont dire et faire les dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. ?

Persister dans leur attitude antérieure ? Mais ce serait être plus royaliste que le roi, puisque leurs homologues de Prague, eux-mêmes, lèchent le bâton qui les a frappés. Et comment justifier une telle attitude devant les adhérents du Parti et devant les masses ?

S'aligner sur la position de Brejnev et de son valet Husak ? Mais ce faisant Waldeck Rochet et son groupe prépareraient leur propre élimination par le groupe Vermeersch. En outre ce serait rendre encore plus aléatoire la fameuse « union des forces de gauche » au nom de laquelle les dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. ont « mené en bateau » la classe ouvrière et le peuple travailleur de notre pays depuis tant d'années.

Prendre une attitude « neutraliste » ? Le groupe dirigeant du P. « C. » F. n'en a ni les moyens pratiques, ni la possibilité politique. Il a réussi à tromper la majorité du Parti et de l'électorat « communiste » français en arguant que la solidarité à l'égard de l'Union Soviétique était la pierre angulaire du Mouvement Communiste international.

Comment obtenir maintenant que la classe ouvrière et le peuple français se désintéressent de ce qui leur était défini la veille encore comme capital ?

Le révisionnisme a sa propre logique. Dans les pays ex-socialistes il a conduit les plus puissants à pratiquer une politique expansionniste et chauvine à l'égard des autres pays de ce qui fut le camp socialiste. Quant aux Etats les moins puissants, le révisionnisme a fait d'eux soit de simples semi-colonies pourvoyeuses de matières premières et de produits industriels à bon marché, au profit exclusif de la couche dirigeante néo-bourgeoise soviétique, soit des citadelles assiégées, se demandant quand viendra leur tour d'être normalisées à la pragoise.

Dans les pays capitalistes, le révisionnisme, éprouvé durement par chaque nouvelle trahison du groupe Brejnev-Kossyguine est condamné pour continuer à tromper les masses quelque temps encore, à se différencier de plus en plus clairement de celui-ci, et à apparaître ouvertement pour ce qu'il est en réalité : une idéologie néo-social-démocrate contre-révolutionnaire et nationaliste-bourgeoise. Le seul point qui fasse encore « l'unité » des différentes cliques révisionnistes, c'est la collaboration de classe à l'échelle nationale (baptisée « voie pacifique », « alternative démocratique », etc.), ou à l'échelle internationale (baptisée « coexistence pacifique »).

Aussi, lorsque nous soutenons la lutte du peuple tchécoslovaque contre l'occupant, nous dénonçons avec une égale vigueur les groupes ultra-révisionnistes de Dubcek, fourrier du social-impérialisme russe, et de Husak, simple marionnette de l'occupant.

Mais d'autre part, les travailleurs encore membres ou sympathisants du P. « C. » F. doivent comprendre que si la fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S. de Lénine et de Staline, bastion mondial du socialisme était une attitude juste, une telle fidélité n'a plus de raison d'être dès lors que l'U.R.S.S., sous l'impulsion du groupe Khrouchtchev-Brejnev, s'est transformée en son contraire : un Etat social-impérialiste, ceux qui ont restauré le capitalisme à Moscou ne sont pas qualifiés pour prétendre « défendre le socialisme » à Prague. Ceux qui vendent aux impérialistes yankees le titane avec lequel ceux-ci fabriquent les B 52 qui vont massacrer les populations vietnamiennes et laotiennes ne peuvent se prétendre les leaders de la lutte anti-impérialiste. Ceux qui en 1961, au 22<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., ont brisé l'unité du mouvement communiste international et du camp socialiste pour s'acoquiner avec les impérialistes américains ne sont pas, ne seront jamais autre chose que les plus grands scissionnistes de l'histoire du mouvement ouvrier mondial.

C'est pourquoi nous appelons fraternellement les travailleurs encore membres ou sympathisants du P. « C. » F. à tirer les leçons de l'affaire tchécoslovaque en rejetant toute illusion sur les cliques révisionnistes de Paris, de Moscou, de Prague ou de Rome, et en venant renforcer les rangs de l'avant-garde marxiste-léniniste révolutionnaire, fidèle au drapeau de la Commune, d'Octobre 17, des héros de la longue marche et de l'invincible peuple vietnamien.

LA PLUME A NOS LECTEURS ET DIFFUSEURS...

OSER CRITIQUER.  
C'EST CONSTRUIRE

En avant pour la grande bataille idéologique, que doit mener H.R., faire vivre notre journal c'est bien, mais l'améliorer c'est mieux. C'est le but, que nous avons, en apportant des critiques constructives, ceci en fonction des enquêtes effectuées parmi les travailleurs et à la suite de leurs réactions à la lecture d'H.R. Le rôle d'un C.D.H.R. ne doit pas être seulement réceptif et diffuseur, mais le noyau vital et dynamique, capable d'enrichir l'organe d'information et d'étude que se propose notre journal.

Il est indéniable que l'H.R. a une ligne idéologique juste, mais pour nous il est également urgent de reconnaître ses insuffisances et ses erreurs dans son style de travail. Les succès constituent l'essentiel dans notre combat, mais nous ne devons pas négliger les critiques et les suggestions, au contraire, sans cela le journal risque de ne point correspondre à l'outil de travail dont nous avons besoin. C'est pourquoi, le C.D.H.R. de Limoges soucieux d'une meilleure utilisation du journal, propose dans l'immediat que soit entrepris un mouvement de franches discussions, de critiques et de rectifications, auquel chaque C.D.H.R. ou lecteur isolé devra participer. Mais est-ce que reconnaître et analyser nos erreurs ou insuffisances, peuvent nuire au journal? nous citerons les critiques formulées par des travailleurs, lecteurs d'H.R.

1° Articles dirigés essentiellement contre P. « C. » F. et C.G.T., très peu contre pouvoir et patronat, ou alors, sans perspectives immédiates.

2° Confusion entre polémique léniniste et calomnie : qualificatifs : traîtres, renégats, rondouillard, etc. Utilisés sans analyse, ou sans tenir compte de la très faible formation politique des militants de base du P. « C. » F., ce qui est loin de les convaincre de la justesse de nos idées. N'avons-nous pas appris que « nos écrits doivent être pénétrés du désir ardent de défendre la cause du peuple et d'élever son niveau de conscience politique, ils ne doivent ni ridiculiser ni attaquer ceux auxquels ils s'adressent. » (Mao)

Pour cela, une rectification dans le style des articles d'H.R. s'impose pour qu'il devienne un journal de masse, réel, et capable de lier étroitement le M.-L. à la vie de la classe ouvrière de France. Sinon, on risquera de n'être que des bavards atteints de subjectivisme, dans un journal lu seulement par des M.-L. convaincus. Position grave qui en aucun cas ne pourra nous lier aux masses; l'H.R. doit être sans tarder le lien et l'organe, qui d'une idée politique qu'est actuellement le M.-L. en France, en fera le courant politique pénétré profondément dans le peuple travailleur.

Il nous faut pour cela critiquer toutes les idées erronées, non d'une façon dogmatique et brutale ou à l'aide de citations plaquées dans le texte, mais après une analyse scientifique et une argumentation pleinement convaincante.

Les contradictions entre les M.-L. et les membres de base du P. « C. » F. ou des « sans parti », peuvent être résolues par le principe « Unité... Critique... Unité », c'est une contradiction au sein du peuple.

Il serait erroné de prétendre que les militants de base ou sympathisants du P. « C. » F.

sont des contre-révolutionnaires et d'essayer de résoudre le problème comme contradiction entre ennemi, en critiquant le P. « C. » F. comme un tout. (Nous avons approuvé pour cela « l'appel aux militants de base du P. « C. » F. ». Par contre, la nécessaire élimination des contre-révolutionnaires est une lutte qui est du domaine des contradictions entre nous et nos ennemis. Parmi les travailleurs, certains voient cette question autrement, et ne font pas de différence entre M.-L. et révisionnisme, ou alors sous l'influence du P. « C. » F. et des autres partis bourgeois, nous considèrent par nos propos, comme les ennemis de leur parti et ainsi nous combattent encore. Il nous faut sans cesse dénoncer les contre-révolutionnaires, mais notre tactique dans ce travail doit être l'élimination de ces ennemis de la révolution par les masses elles-mêmes. Pour cela, le rôle d'information et d'éducation M.-L. d'un H.R. de masse, doit être exécuté le plus parfaitement possible, en donnant les moyens à chaque travailleur de prendre conscience de l'exploitation de sa classe, de la nature du patronat, du pouvoir et des perspectives du socialisme. Ne pas cacher ses buts et ses aspirations, définir une ligne politique juste, gagner à lui les larges masses, tenir compte des désirs et suggestions des travailleurs et porter haut le drapeau du communisme, tel doit être l'H.R. au service du peuple, tel doit être un journal M.-L. de masse. L'H.R. est communiste, il doit par ses articles instruire les masses et élever leur conscience politique, mais doit obligatoirement s'instruire et puiser sa force dans les masses. J. Staline nous a enseigné : « Nous ne voyons les choses, les événements, les hommes que d'un côté, pour ainsi dire d'en haut : notre champ visuel est par conséquent, plus ou moins limité. Les masses au contraire, voient les choses, les événements, les hommes d'un autre côté, pour ainsi dire d'en bas. Par conséquent, leur champ visuel est lui aussi dans une certaine mesure limité. Pour avoir une juste solution du problème, il faut réunir ces deux expériences. C'est dans ce cas seulement que la direction sera juste ». C'est ainsi également que l'H.R. se liera aux masses, c'est ainsi que l'on s'instruira auprès des masses et avec elle, et à cette seule condition, nous progresserons en éliminant par le peuple, le capitalisme et ses valets révisionnistes. Voilà pourquoi, nous pensons que l'H.R., est actuellement victime d'une crise passagère et que notre premier travail est de faire de notre journal l'organe dont nous avons besoin, pour nous lier aux masses.

L'HUMANITE ROUGE  
DOIT ETRE LE JOURNAL  
CENTRALISATEUR

Devenu un journal de masse, l'H.R. doit remplir ses fonctions d'instrument centralisateur pour rassembler les idées éparses librement exprimées par ses lecteurs, et orienter ainsi son travail d'éducation et d'information en fonction des besoins ressentis dans les masses. Or, faire passer l'H.R. actuel, à un rôle centralisateur capable d'impulser le M.-L. vers un puissant courant politique, c'est impossible si notre journal, n'est pas lié aux travailleurs, si ses articles ne sont pas objectifs et s'ils ne coordonnent pas l'expérience,

les critiques et les suggestions de tous les C.D.H.R. ou des lecteurs, mêmes isolés. Pour cela obligatoirement, il faut que tous les organismes de défense de notre journal fassent affluer vers lui leurs demandes, leurs expériences personnelles (positives ou négatives) des lettres, des plans de travail et leurs enquêtes auprès des masses, sans oublier les critiques et les auto-critiques de part et d'autre. la grande bataille que nous devons mener, voilà le journal M.-L. de masse dont nous avons besoin. Il faut qu'entre le journal et la masse, il existe les liaisons les plus étroites et les attaches les plus solides. Ainsi H.R. disposant d'une documentation importante, pourra remarquer à temps les erreurs ou insuffisances, aborder et résoudre clairement tous les problèmes qui surgiront.

ENCOURAGER  
L'EXPRESSION

Pour faire d'H.R. un journal lié aux masses et centralisateur pour éviter ainsi les erreurs passées et des vues unilatérales, un seul remède : encourager l'expression, ceci doit être le mot d'ordre de la grande bataille politique de notre organe. Encourager l'expression, c'est donner la tribune à la masse laborieuse, lui permettre de critiquer et de dialoguer franchement. Lui donner la possibilité de s'exprimer, c'est pour nous le moyen primordial d'apprendre parmi cette masse qu'il nous faut gagner. Encourager l'expression, c'est ne pas craindre les idées erronées et le « ventin bourgeois » ou révisionniste, c'est développer la controverse et la critique parmi ceux qui défendent des opinions différentes, c'est venir ainsi à bout des vues erronées non par la contrainte, mais par la persuasion au moyen de notre argumentation.

Ainsi, l'H.R. se développera en se popularisant, le M.-L. grandira au point de devenir le courant politique influent et dirigeant parmi les masses. Nous devons tout faire pour l'encouragement à l'expression des travailleurs, le M.L. est une vérité scientifique, il ne doit pas avoir peur de la critique, sachant qu'il aura toujours des vues erronées, nous n'avons pas à nous en effrayer. N'hésitons pas, camarades, à aller de l'avant dans ce domaine, quels que soient les coups qu'on peut lui porter, le M.-L. grandira pour finalement triompher, car l'histoire nous l'a démontré il ne peut progresser que dans la lutte,

C.D.H.R. de Limoges.

Chers camarades,

Je vous écris tout d'abord pour vous féliciter. Le n° 26 est très bon ; il donne surtout une impression de solidité. En effet quelle évolution depuis les premiers numéros de H.R.. Le journal était à l'époque, vivant ; il reflétait un travail parmi les masses mais les analyses politiques de fond étaient soit rares soit « légères ». Alors qu'en ce moment les études (sur les cheminots, sur le caractère de notre révolution, etc.) montrent qu'un effort de réflexion sérieux est fait.

Après ces remarques générales concernant les progrès du journal, je vous écris brièvement ce que je pense de quelques uns des articles n° 26.

L'article « Travailleurs français et immigrés tous unis » est très bon car très explica-

tif, très pédagogique. (A noter que des militants de la « Cause du Peuple » voient là un aspect négatif de notre travail car, paraît-il, il faut savoir violer le niveau de conscience des masses pour les choquer et les amener ainsi à réfléchir (sic).)

Les rubriques qui ne sont pas directement politiques (sportives, artistiques) ont leur place dans le journal. Il est en effet souvent nécessaire de faire de la politique « par la bande ». Ainsi, le dimanche après-midi, dans mon équipe de foot le ton est au sport, pas à la politique ; mais il est évidemment tout à fait possible en parlant de sport, de parler de politique ; c'est ce que j'ai fait en montrant à mes coéquipiers l'article « La Grèce et le sport » ce qui m'a permis de faire connaître le journal, ce que je n'aurais pas pu faire (ou difficilement) autrement.

Cela s'explique à mon avis facilement : les gens se méfient souvent de la « politique » car ils ont sous les yeux le spectacle de la pourriture de la politique à la façon bourgeoise (révisionnisme entre autres).

C'est pour cela qu'il me semble valable de profiter des loisirs pour faire passer notre ligne politique.

A propos de « la plume à nos lecteurs », concernant plus particulièrement la réponse faite par le comité de rédaction d'H.R. au C.D.H.R. d'Hyères.

Vous avez raison, je crois, lorsque vous estimez ne pas avoir à parler d'égal à égal avec « Vive le Communisme », « Ligne Rouge » ou « Voix populaire », et lorsque vous vous assignez comme tâche principale de lutter contre le capitalisme et son allié le plus proche, le révisionnisme.

Néanmoins, bien que secondaire, la lutte contre ces différents courants doit avoir lieu au niveau idéologique (le C.D.H.R. d'Hyères fait donc bien, à mon avis, de le souligner) d'autant que ces mouvements ont dans leur sein de nombreux militants valables ; et mieux vaut faire sortir ces militants le plus vite possible de ces mouvements car on y prend de très mauvaises habitudes (dogmatisme, opportunisme, usage constant de la calomnie, précipitation, etc.)

Par contre, l'article « le grain de sel d'un travailleur » s'il semble écrit par un homme d'expérience, me paraît beaucoup trop anecdotique.

Rennes, le 21-9-69.

Chers camarades,

Au moment où s'ouvre dans notre journal H.R. la « campagne idéologique », j'aimerais soumettre au comité de rédaction deux problèmes qui mériteraient d'être traités dans le cadre de cette campagne, ou tout au moins sur lesquels il serait utile de lancer un appel aux militants et aux C.D.H.R. pour qu'ils envoient au journal des contributions ; je veux parler en premier lieu de la question des régions défavorisées de l'Hexagone, qui se conjugue avec celle des minorités linguistiques, culturelles, etc. En Bretagne, cette question est souvent à l'origine d'incompréhensions avec des militants progressistes d'organisations strictement locales (ex. U.D.B.). Il serait utile que cette question soit traitée en rapport avec le problème du Front Uni ; en effet dans les régions désertées la petite bourgeoisie (base sociale du P.S.U., de l'U.D.B.) est beaucoup plus révoltée que dans le reste du pays et ses intérêts sont en opposition totale avec ceux du pou-

voir des monopoles, avec la classe capitaliste. Ceci dit, il y a encore le problème national : y-a-t-il dans l'Hexagone des nations opprimées (basques, bretons, etc.) ? A ce sujet la juste position du P. « C. » F. dans les années 20 devrait être étudiée ; de même la comparaison avec l'Albanie, opprimée 5 siècles par les Turcs, pourrait être faite.

Là comme ailleurs nous devons avoir une position claire et ferme pour unir tout ce qui peut être uni sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde.

Le deuxième point qui devrait être précisé est la question de l'orientation que doivent suivre les jeunes étudiants, lycéens, etc., marxistes-léninistes. Ici, si les objectifs stratégiques sont clairs, les questions tactiques restent floues et seuls, ces jeunes ne peuvent les résoudre ; H.R. devra ici donner des perspectives claires : question de l'U.N.E.F. (« syndicat » étudiant), des comités d'Action, de la M.N.E.F., attitude des M.-L. dans de tels mouvements à vocation de masse.

mon Salut Rouge  
un militant C.D.H.R. Paris.

Lorient, 13-9-69

Camarades d'H.R.

Bravo pour le numéro de notre journal sur le président Ho Chi-minh ! Bravo aussi pour le passage à 12 pages. Grâce aux efforts continus de tous les militants, notre journal s'améliore de jour en jour, devient toujours un peu plus une arme, celle dont la classe ouvrière a besoin pour unifier ses forces et avancer dans la voie de la révolution victorieuse. Quel réconfort que de voir, après le ralentissement des vacances, les marxistes-léninistes en bonne voie d'être plus forts, plus organisés, plus décidés qu'avant. Je suis sûr que votre appel sera suivi, camarades, et que d'ici quelques mois notre journal sera encore plus puissant et reconnu par un nombre plus grand de révolutionnaires comme leur porte-parole, leur outil, leur arme. C'est en tous cas dans ce sens que je me promets d'œuvrer, ainsi que quelques camarades bretons. Et pour aider de suite à l'œuvre commune, voici une contribution modeste, car je suis totalement désargenté : 6 F en timbres-poste.

Je vous livre en même temps quelques réflexions ou suggestions : rien ne vaut la diffusion militante de notre journal. Aux yeux des travailleurs et des révolutionnaires étudiants, elle vaut mille fois plus qu'une propagande « muette » (style affiche ou tract, et rien après). (Il s'avère en plus que pécutiairement elle aide le journal.) Car il me semble que nous n'organisons pas assez consciemment ces diffusions militantes.

Pour faire un peu mieux connaître notre journal aussi, vous pouvez prévoir et lancer une grande campagne de diffusion à l'occasion par exemple d'un numéro spécial. Et lancer le mot d'ordre par exemple : tous les marxistes-léninistes lecteurs doivent en diffuser un ou plusieurs autour d'eux à cette occasion.

Mais je suis sûr qu'en faisant appel à l'esprit d'initiative des camarades, en renforçant leur formation et leur esprit d'organisation, ce seront des dizaines d'initiatives militantes qui naîtront et prendront forme, augmentant à chaque fois l'audience de notre journal et renforçant chaque fois plus la conscience militante qui lie l'H.R. à tous ceux qui le considère comme leur outil dans le combat révolutionnaire.

Salutations communistes.  
Un camarade breton.

**PALESTINE :****2 ANS****DE LUTTE ARMÉE!**

Un ami lecteur de notre hebdomadaire vient d'effectuer un séjour en Jordanie parmi les combattants palestiniens. Algérien travaillant dans notre pays, il a bien voulu nous communiquer ses réflexions personnelles dans l'article que nous publions ci-après.

A cette occasion nous rappelons la position de « L'Humanité-Rouge » en ce qui concerne la juste guerre révolutionnaire du peuple palestinien, que nous soutenons en tant que révolution de libération nationale anti-impérialiste et anti-féodale, dont la victoire inéluctable devrait permettre l'instauration d'une démocratie nouvelle, en Palestine.

Deux ans après la défaite des armées classiques arabes, la stratégie de lutte mise au point par la première organisation palestinienne, El Fath, se révèle juste. Que disait, en effet, le Comité central d'El Fath en 1958 et en 1964 dans le mémorandum adressé aux chefs d'Etat arabes réunis en conférence au sommet au Caire ?

Dans ce mémorandum, El Fath affirme son scepticisme quant à la libération de la Palestine par les armées classiques arabes, car, dit-il, tous les pays arabes sont plus ou moins dominés directement ou indirectement par l'impérialisme, qui a intérêt à les maintenir dans un état de sous-développement. De ce fait, ajoutait-il, le monde arabe n'a eu qu'une attitude défensive, incohérente devant un ennemi puissant, sachant exploiter toutes les faiblesses des Etats arabes. En conclusion, El Fath déclare que la seule voie de libération est la guerre populaire prolongée face à un ennemi qui emploie la stratégie de la guerre-éclair.

En juin 1967, toutes les armées arabes sont défaites, l'analyse scientifique d'El Fath se révèle juste.

Dans cette atmosphère d'humiliation et d'amertume, El Fath relève le défi sioniste. Très vite, il apparaît aux masses palestiniennes et arabes comme le seul espoir de sortir de l'impasse provoquée par l'incapacité des régimes en place, pour faire face au sionisme.

El Assifa, la branche militaire d'El Fath, se lance avec ses faibles moyens dans la lutte armée, profitant des faiblesses de l'armée jordanienne, qui ne pouvait plus s'opposer aux actions militaires, comme elle le faisait avant juin 1967.

La tactique de combat à ce premier stade de la lutte armée sera une tactique de harcèlement, c'est-à-dire frapper l'ennemi par surprise et ne pas accepter le combat de longue durée.

Au fil des jours, El Fath se perfectionne dans le domaine de l'armement, dans l'entraînement des commandos et dans la coordination des actions armées. Cette tactique de harcèlement commençait à porter ses fruits : excédés, les sionistes voulaient tuer dans l'oeuf le développement d'El Fath. C'est alors que le 21 mars 1968, ils tentaient une opération de grande envergure. Quinze mille hommes d'infanterie, appuyés par l'aviation, traversaient le Jourdain dans le but de détruire la plus grande base d'El Fath, Karamé. Une partie des membres du Comité central d'El Fath, présents sur place, acceptaient de livrer le combat malgré la supériorité numérique écrasante de l'ennemi.

Le fait d'accepter le combat dans de telles conditions pouvait apparaître aventuriste, comme un véritable suicide. Il n'en était rien en réalité, car dans la stratégie d'une guerre populaire, les théoriciens de la guerre du peuple affirment que des révolutionnaires doivent accepter des combats héroïques dans certaines circonstances pour en faire une arme de propagande et entraîner les masses dans la lutte et démontrer ainsi leurs capacités théoriques et leur aptitudes physiques à mener le combat jusqu'à la victoire. El Fath accepte donc le combat et va exploiter au maximum les avantages de la guerre du peuple. Les fédéyins se camouflent sur les hauteurs des collines entourant Karamé ; les arrières de l'ennemi sont minés. L'ennemi, après un intense bombardement d'artillerie, pénètre dans Karamé d'où la population civile est partie. Dans chaque maison, dans chaque rocher un fédéyin se terre. Un violent combat s'engage et se termine à l'arme blanche, neutralisant ainsi l'aviation qui ne pouvait intervenir.

Résultats militaires : des centaines de morts et blessés chez l'ennemi, du matériel militaire abandonné. C'est la fin du mythe de l'invincibilité de l'armée sioniste. Mais c'est surtout le résultat politique de la bataille qui est déterminant pour le cours futur de la lutte. Des milliers de volontaires accourent de partout. La résistance fait une grande rentrée sur la scène politique du Moyen-Orient, enfin l'opinion internationale commence à reconnaître le fait palestinien.

Karamé fut donc sur le plan militaire et politique un grand tournant historique. Après cette bataille El Fath fait un saut qualitatif. Des harcèlements, il passe à une tactique de mouvement impliquant l'acceptation de combats de longue durée. C'est ainsi que nous assistons à de violents accrochages dans la vallée de Beisham, sur le lac Tibériade. Des attaques contre l'aéroport de Tel Aviv, ainsi que contre Jérusalem sont effectuées. Les fédéyins pénètrent profondément dans les lignes de l'ennemi, s'attaquent à des mess d'officiers, à l'usine de potasse de Sodome.

Après ces attaques et combats, l'ennemi reconnaît avoir perdu plus d'officiers pendant cette période que pendant les affrontements avec les armées arabes. Cet aveu de taille prouve les progrès militaires effectués par les organisations palestiniennes.

Toujours sur le plan militaire, El Fath est en train de passer à un autre stade d'escalade : les combats de position. Il y a trois mois, El Fath a occupé la ville de El Hama pendant trois heures. Les fédéyins ont attaqué de front et ont nettoyé des kiboutz sur le lac Tibériade. Ces brillantes actions sont la preuve du saut qualitatif accompli par le commandement d'El Fath qui peut maintenant coordonner des actions de grande envergure. Evidemment, fidèle à lui-même, le sionisme tente de dénaturer ces actions audacieuses. La propagande sioniste tente d'accréditer la thèse selon laquelle, l'occupation d'El Hama et la destruction de kiboutz, relève d'actions suicides qui sont le résultat de l'échec des actions de harcèlement. Il n'est pas besoin de faire un dessin pour démontrer l'absurdité de cette thèse ; ce que nous pouvons dire c'est que les sionistes à des fins de basse propagande feignent d'oublier les lois élémentaires de l'action militaire des organisations palestiniennes.

Pour résumer l'activité militaire des organisations palestiniennes, nous pouvons dire qu'incontestablement des progrès énormes ont été faits, dans la dotation d'un armement lourd et moderne (6 avions ont été abattus par la D.C.A. d'El Fath), dans l'entraînement physique et idéologique des fédéyins, enfin pour recueillir les renseignements indispensables pour la coordination des actions armées dans un territoire si étroit et face à une armée de 300 000 soldats en état d'alerte permanente.

Cependant, si l'activité militaire a progressé et si elle a eu des conséquences politiques importantes, elle est conditionnée par l'exploitation judicieuse des facteurs politiques intérieurs.

Dans le domaine politique, le fait marquant c'est l'entrée des masses palestiniennes d'abord et arabes ensuite sur la scène politique. Un bouleversement politique est intervenu. Affaiblis par la défaite, les régimes arabes ont créé un vide politique. Devant leur incapacité à faire face au danger extérieur, les peuples se détournent d'eux. Leur faiblesse militaire, leur souci de ne pas heurter les masses populaires, et surtout la possibilité d'avoir par là un moyen de pression sur Israël, ont fait que les régimes arabes ont tout d'abord permis les actions de guérilla. Mais cette neutralité fut de courte durée, les organisations palestiniennes refusant tout compromis avec l'ennemi. Les organisations palestinien-

nes savaient pertinemment que les régimes arabes seraient tôt ou tard contre le développement de la lutte armée. C'est ainsi que Yasser Arafat déclara : « Nous savons que la contre-révolution arabe cherchera à nous frapper dans le dos, mais qu'elle sache que nous ne serons pas plus les indiens des sionistes que nous ne serons les lapins des contre-révolutionnaires arabes ».

Face au danger représenté par la réaction, des fronts de soutien à la Palestine se créent partout dans le monde, apportant un soutien efficace et résolu aux fédéyins chaque fois qu'ils sont en butte aux gouvernements en place. Ce soutien des masses populaires radicalise les organisations palestiniennes qui éclaircissent leurs objectifs politiques. C'est ainsi que le 1<sup>er</sup> janvier 1969, El Fath publie sa fameuse déclaration en sept points. Le programme politique d'El Fath vise à la création d'un Etat laïc ou juifs et arabes auraient les mêmes droits. Ce point marque une coupure nette avec l'O.L.P. de Choukeiry dont les déclarations incendiaires et démagogiques ne sont que l'expression des régimes qui l'ont créé en 1964 à la conférence des chefs d'Etats arabes.

D'ailleurs, El Fath, dans sa tentative de constituer un véritable front, propose une union des organisations au sein de l'O.L.P., organisme disposant d'une infrastructure militaire appréciable (12 000 hommes) bien armée.

Ainsi, au sein de l'O.L.P., nous trouvons El Fath, la Saïka et l'A.L.P. Au début, le F.P.L.P. accepta de participer mais se récusait par la suite à cause des contradictions qui le minaient, contradictions qui éclatèrent donnant naissance au F.P.D.L.P., soutenu par diverses organisations trotskistes (1).

El Fath continue ses efforts d'unification. C'est ainsi qu'un commandement de la lutte armée fut constitué comprenant toutes les organisations palestiniennes (y compris le F.P.D.L.P.) mais non le F.P.L.P.

L'adhésion des masses, l'unification des organisations de lutte, constituent une conquête politique d'une extrême importance pour la révolution palestinienne. C'est pourquoi la bourgeoisie et l'impérialisme s'affolent et déclenchent des actions contre les fédéyins. Non seulement Hussein multiplie les déclarations défaitistes et les plans de capitulation, mais il essaie encore de porter des coups à la résistance. A la fin de 1968, fusillade à Amman entre l'armée jordanienne et les fédéyins, rafles dans les camps de réfugiés, emprisonnement des fédéyins qui ont bombardé à la roquette le port d'Eilat. Mais dans la répression contre les fédéyins, il n'y a pas que le régime féodal jordanien. Il y a aussi le régime baassiste dit « socialiste » qui a interdit il y a deux mois toute activité en Irak à El Fath.

Enfin, le dernier acte de la réaction arabe, fut la répression sanglante des manifestations au Liban. Aussi au fur et à mesure du développement de la lutte, les régimes se démasquent les uns après les autres. Une fois de plus, l'analyse des organisations palestiniennes quant à la nature de ces régimes en place, se révèle juste aux yeux des masses qui plus que jamais se reconnaissent dans l'héroïque combat des Palestiniens.

(1) « Rouge », en France.

Ces différentes unifications sur le plan militaire sont un pas vers une unité politique d'autant plus que dans toutes les organisations palestiniennes se trouvent des militants se réclamant du marxisme-léninisme, pour une révolution de libération nationale anti-impérialiste et anti-féodale.